

Cote du document: EB 2018/125/R.25
Point de l'ordre du jour: 5 d) i)
Date: 14 novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République démocratique populaire lao

Programme d'options stratégiques pour le pays 2018 - 2024

Note pour les représentants au Conseil d'administration

<u>Questions techniques:</u>	<u>Responsables:</u>	<u>Transmission des documents:</u>
Thomas Rath Directeur de pays République démocratique populaire lao Division Asie et Pacifique téléphone: +84 94 5146305 courriel: t.rath@ifad.org		Deirdre Mc Grenra Chef de l'Unité des organes directeurs téléphone: +39 06 5459 2274 courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-cinquième session
Rome, 12-14 décembre 2018

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé	iv
I. Diagnostic concernant le pays	1
II. Enseignements et résultats précédents	6
III. Objectifs stratégiques	8
IV. Résultats durables	10
A. Ciblage et problématique femmes-hommes	10
B. Reproduction à plus grande échelle	11
C. Participation à l'élaboration des politiques	12
D. Ressources naturelles et changements climatiques	12
E. Agriculture et développement rural tenant compte des enjeux nutritionnels	13
V. Réussite de la mise en œuvre	13
A. Cadre de financement	13
B. Suivi-évaluation	13
C. Gestion des savoirs	14
D. Partenariats	14
E. Innovations	15
F. Coopération Sud-Sud et triangulaire	15
Appendices	
I. COSOP Results Framework (2017-2024)	1
II. Agreement at completion point of last country programme evaluation	3
III. COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events	4
IV. Natural resources management and climate change adaptation: background, national policies and IFAD intervention strategies	5
IV. Country at a glance	9
V. Preliminary concept note	11
Dossiers clés	
Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues	
Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis)	
Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential	
Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response	

Sigles et acronymes

4P	Partenariats population-public-privé
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BAsD	Banque asiatique de développement
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
IIRR	Institut international de recherche sur le riz
ODD	Objectif de développement durable
PAM	Programme alimentaire mondial
RIA	Division recherche et évaluation de l'impact
WOCAT	Étude mondiale des approches et des technologies de conservation

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

République démocratique populaire lao

Opérations en cours financées par le FIDA

COSOP



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

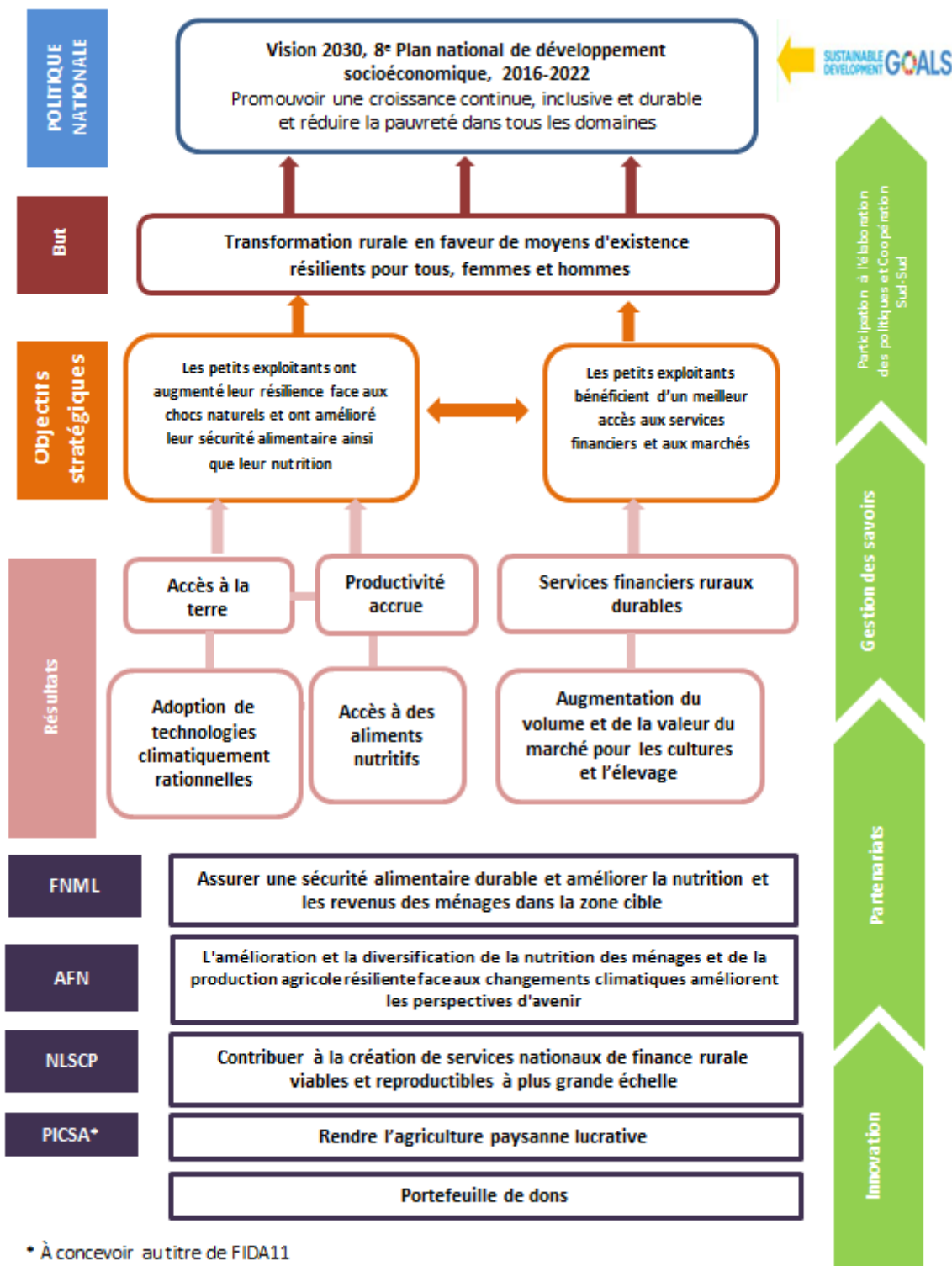
Carte établie par le FIDA | 28-06-2018

Résumé

1. Au cours des vingt dernières années, la République démocratique populaire lao a quitté la catégorie des pays pauvres et à faible revenu pour devenir un pays à revenu intermédiaire dynamique. Les politiques publiques, appuyées par des investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé, ont permis une croissance économique rapide et soutenue. Cette approche a contribué à réduire de près de 50% la pauvreté monétaire (1,90 USD/jour) entre 1997 et 2012, pour la ramener à un taux de 16,7%.
La pauvreté persiste dans les zones rurales et les zones de hautes terres.
2. La croissance économique de la République démocratique populaire lao repose essentiellement sur les ressources naturelles telles que l'hydroélectricité, l'exploitation minière et le bois, tandis que l'agriculture paysanne constitue la principale source de revenus et d'emplois pour 78% de la population.
3. L'intégration économique du pays à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) offre des débouchés en matière de commerce transfrontalier et des perspectives d'augmentation de la production agricole. Dans un avenir proche, l'agriculture restera le principal secteur à même de développer les moyens d'existence ruraux. L'agriculture de subsistance traditionnelle évolue progressivement vers une agriculture à plus grande vocation commerciale, stimulée par une forte demande régionale. Le développement rural est freiné par plusieurs facteurs: la grande vulnérabilité du pays face aux changements climatiques, le manque de connaissances techniques et commerciales des agriculteurs, et l'accès limité aux marchés et aux services, y compris la finance rurale.
4. L'avantage comparatif du FIDA en République démocratique populaire lao repose sur les techniques d'agriculture paysanne. Il contribue à améliorer la nutrition, à renforcer la résilience face aux changements climatiques et à développer les filières. Afin d'obtenir un impact aussi important que possible à grande échelle, le Fonds continuera d'œuvrer en partenariat avec des partenaires de développement tels que la Banque asiatique de développement (BASD) et de coopérer avec des organismes à vocation technique, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Panorama mondial des approches et technologies de conservation (WOCAT) et l'Institut international de recherche sur le riz (IIRR). Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) complètera les programmes financés par d'autres partenaires de développement en finançant des approches novatrices favorables à une agriculture climatiquement rationnelle, des co-investissements avec le partenariat population-public-privé (4P) et une finance rurale durable.
5. Le COSOP a pour but de développer des moyens d'existence résilients en faveur des populations vivant dans les zones rurales du Laos. Ce but sera atteint par l'apport de financements ainsi que par un appui technique destiné à reproduire à plus grande échelle des modèles de développement novateurs. Le FIDA s'attachera à renforcer les groupes vulnérables, notamment: i) les petits exploitants agricoles (femmes et hommes); ii) les femmes et les ménages dirigés par des femmes; iii) les jeunes (femmes et hommes).
La conception et le ciblage de l'intervention tiendront compte des besoins culturels et sociaux spécifiques des groupes ethniques.

6. Le COSOP s'articulera autour de deux objectifs stratégiques.
Objectif stratégique 1: les petits exploitants ont augmenté leur résilience face aux chocs naturels et ont amélioré leur sécurité alimentaire ainsi que leur nutrition. Les investissements seront orientés vers des services décentralisés et des technologies agricoles climatiquement rationnelles. La nutrition sera intégrée à tous les projets d'investissement, sur la base des résultats obtenus par le Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition – financé par Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire – et le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos.
7. **Objectif stratégique 2: les petits exploitants ont bénéficié d'un meilleur accès aux services financiers et aux marchés.** Le FIDA appuiera l'adoption généralisée d'un système de microfinance vertueux ainsi que des modèles de co-investissement entre les agriculteurs, leur organisations et le partenariat population-public-privé (4P), dans le droit fil du Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord: Programme de services financiers ruraux et du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos.
8. Le COSOP portera sur la période 2018-2024. Il appuie le 8^e Plan national de développement socioéconomique, la stratégie de développement du secteur agricole pour 2016-2022 et les mesures qui en découlent. Outre les trois projets/programmes en cours financés par des prêts ou des dons (Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition, Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos et Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord), le FIDA accordera des prêts pour un montant d'environ 21 millions d'USD par cycle de financement du FIDA (2019-2021; 2022-2024). Le programme de pays bénéficiera d'un support technique supplémentaire au titre des projets financés par des dons du FIDA (voir figure 1).

Figure 1: COSOP 2018 - 2024 pour la République démocratique populaire lao



* À concevoir autitre de FIDA11

FNML = Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos
 AFN = Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition
 NLSCP = Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord
 PICSA = Services climatiques participatifs intégrés pour l'agriculture

République démocratique populaire lao

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Diagnostic concernant le pays

1. **Population.** Près de 6,5 millions de personnes (2015) vivent au Laos. Le pays abrite quelque 49 groupes ethniques et 240 sous-groupes, communément répartis en quatre grands groupes: les Lao-Tai, qui peuplent les basses-terres (67% de la population); les Mên-Khmer, qui peuplent les montagnes (21%); les Hmong-Mien, qui peuplent les hautes terres et les forêts (8%); et les Sino-Tibétains, regroupés près des frontières (3%). Les Lao-Tai sont globalement plus à l'aise économiquement, les trois autres grands groupes représentant environ 56% de la population pauvre¹. La densité de population est d'environ 30 habitants/km². Le taux de population rurale est de 67%, mais l'urbanisation progresse rapidement, avec une augmentation de 40% en 10 ans.²
2. **Contexte économique.** L'intégration économique et politique du pays à la zone de libre-échange ASEAN a entraîné une croissance soutenue de son produit intérieur brut de l'ordre de 8% par an, générant un revenu national brut par habitant de 2 150 dollars (2016, méthode Atlas), chiffre qui classe le République démocratique populaire lao parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les ressources naturelles représentent 45% de la richesse du pays, le principal moteur de la croissance économique étant l'extraction des ressources naturelles (exploitation minière, bois et hydroélectricité). L'extraction des ressources naturelles et les pratiques agricoles non durables ont accéléré la dégradation de l'environnement et la disparition des terres fertiles, en particulier dans les hautes terres. Cette situation pose un risque pour le développement futur.
3. Outre l'agriculture, d'autres secteurs se développent, à l'image du commerce, du tourisme et des transports. Des investissements infrastructurels d'envergure, liés notamment au programme chinois "One Belt, one Road" ou "Nouvelle Route de la Soie", ont permis d'améliorer le réseau de transports en République démocratique populaire lao et dans les pays voisins. Le commerce, tant officiel que parallèle, s'est intensifié ces dernières années, et l'expansion du réseau de transports devrait entraîner une croissance des exportations, notamment des produits agricoles.
4. **Marché du travail.** La transformation structurelle liée à l'abandon progressif de l'agriculture a entraîné une réorientation du marché de l'emploi en faveur d'emplois non qualifiés dans le secteur des services³. Si l'agriculture continue d'absorber environ 60% des actifs, l'emploi dans le commerce, le tourisme et les services liés à l'alimentation est passé à 25%⁴. Il n'y a pas de glissement marqué de l'emploi rural vers l'emploi urbain, car les travailleurs ruraux non qualifiés émigrent principalement vers les pays voisins, attirés par des salaires plus avantageux dans le secteur manufacturier. Dans un avenir proche, l'agriculture devrait rester un secteur majeur pour l'emploi rural, dans la mesure où le développement des filières devrait créer des emplois dans les domaines de la transformation, du commerce ou des transports, notamment en faveur des jeunes ruraux.

¹ *Social Protection and Sustainable Livelihoods (2015): Social Protection in Lao PDR: Frameworks, Vulnerabilities, Coping Strategies and gaps*, Agence australienne pour le développement international.

² *Laos country partnership framework 2017-2021*, paragraphe 17, Banque mondiale.

³ Banque mondiale, *Lao PDR Economic Monitor 2015/2016*.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/515521468197368035/pdf/AUS17628-WP-OUO-9-Lao-PDR-Economic-Monitor-May-2016-has-been-approved-P157829.pdf>.

⁴ *The Labour Impact of Lao PDR Export Growth*. Banque mondiale (2016).

5. **Agriculture.** Les investissements en matière de technologie, de connectivité et de renforcement des capacités ont fait de l'agriculture un secteur dynamique, tandis que sa part dans le produit intérieur brut a diminué, passant à 24% en 2014. Environ 33% des agriculteurs produisent principalement à des fins commerciales⁵. Toutefois, les petits exploitants agricoles représentent environ 80% de la population rurale.
6. La production agricole n'a cessé d'augmenter grâce à la hausse des rendements des cultures et à l'augmentation des zones de culture, tandis que la productivité laisse à désirer. La riziculture représente 72% de la superficie cultivée et est essentiellement de nature pluviale. Les rendements des rizières atteignent en moyenne 3,47 tonnes par hectare, une performance comparable à celle du Cambodge et de la Thaïlande mais inférieure à celle du Viet Nam⁶. Outre le riz, les agriculteurs cultivent du maïs, du taro, des fruits et des légumes. Le café, le manioc, la canne à sucre et le caoutchouc sont les principales cultures commerciales. La demande en produits de l'élevage ne cesse d'augmenter sur les marchés locaux et transfrontaliers. Néanmoins, les principaux facteurs limitant la production et la productivité agricoles sont généralement l'accès garanti à la terre, les intrants agricoles, les technologies et les services, y compris ceux relatifs aux marchés et à la finance rurale.
7. **Gestion des terres.** Environ 1,1 million d'hectares de terres ont été retenus pour faire l'objet de concessions et de baux accordés à des investisseurs⁷. Les politiques actuelles régissant les terres agricoles et forestières ne suffisent pas à assurer les moyens d'existence des petits exploitants, en particulier ceux des hautes terres et les femmes⁸. Le Gouvernement lao a récemment cessé d'accorder de nouvelles concessions et collabore avec les partenaires de développement sur les questions de gouvernance et de politique foncière (par exemple, sur l'enregistrement systématique des parcelles individuelles et communales et sur l'attribution de titres fonciers).
8. **Pauvreté.** Les politiques publiques ont réussi à ramener le taux de pauvreté monétaire à 16,7% en 2012⁹. En 2014, le nouvel indicateur de pauvreté multidimensionnelle a permis de calculer un taux de pauvreté de 36,8%, tandis que 18,5% de la population se trouve juste au-dessus du seuil de pauvreté. En 2015, la République démocratique populaire lao s'est classée 138^e sur 188 pays selon l'indice de développement humain¹⁰.
9. C'est dans les zones rurales que la pauvreté est la plus élevée. Elle est répartie de manière assez égale entre les régions du nord, du centre et du sud. Les facteurs qui permettent aux personnes de sortir de la pauvreté peuvent être regroupés en trois catégories: i) la dépendance aux activités non agricoles, ii) la connectivité et iii) le niveau d'instruction¹¹. La combinaison de ces différents facteurs explique que le nombre de pauvres au sein des groupes ethniques soit plus élevé dans les hautes terres que dans les basses terres. La présence importante de munitions non

⁵ *Country Laos at a glance*, FAO.

⁶ Statistiques IIRR 2018, <http://ricestat.irri.org:8080/wrsv3/entrypoint.htm>.

⁷ *Country Laos at a glance*, FAO.

⁸ *Land management and decentralised planning*, <https://www.giz.de/en/worldwide/31066.html>. Agence allemande de coopération internationale, Ministère lao du plan et de l'investissement, Ministère lao des ressources naturelles et de l'environnement, 2017.

⁹ Banque mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator>. Basé sur un seuil de 1,90 USD internationaux en parité de pouvoir d'achat.

¹⁰ Indice de développement humain, 2015. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

¹¹ *Lao PDR Poverty Policy Brief. Taxonomy of poverty and its usefulness in policy design*. Banque mondiale 2017.

explosées, héritées de la guerre du Viet Nam, constitue un obstacle supplémentaire dans cinq provinces chroniquement pauvres.

10. **Changements climatiques.** Les risques d'origine climatique désignent ici les inondations dues aux fortes pluies et aux typhons, qui entraînent des glissements de terrain et une érosion importante des sols dans les hautes terres. Occasionnellement, l'agriculture est en proie à la sécheresse. Les changements climatiques exacerbent les problèmes causés par les changements environnementaux naturels et anthropiques, dont la dégradation des terres due à la conversion des forêts et des zones humides à des fins de culture et de construction, l'exploitation inadaptée du bois, la culture itinérante et l'utilisation incontrôlée des produits agrochimiques. Les dernières études¹² ont indiqué que les changements climatiques augmenteront la gravité et la fréquence des inondations et des épisodes de sécheresse. Le Gouvernement lao préconise des méthodes d'adaptation aux changements climatiques qui englobent les pratiques agricoles et le reboisement, et admet la nécessité d'établir des liens entre l'agriculture de plaine et l'agriculture de montagne, notamment en ce qui concerne les services environnementaux¹³.
11. **Égalité femmes-hommes.** L'indice du développement par sexe et l'indice des inégalités entre les sexes placent la République démocratique populaire lao à un niveau d'égalité moyen-faible¹⁴. Les politiques publiques¹⁵ ont permis de réduire les disparités entre garçons et filles aux trois niveaux de scolarisation. Terminer le cycle de l'enseignement secondaire continue de poser des difficultés aux filles et aux enfants des zones rurales pauvres et des groupes n'appartenant pas à l'ethnie Lao-Tai.
12. Le taux de fécondité est d'environ 2,9 naissances par femme, soit l'un des plus élevés de la région. Les mariages précoces et les grossesses d'adolescentes¹⁶ sont fréquents (18%), ce qui pèse sur le niveau d'instruction, les moyens d'existence et l'état nutritionnel des femmes et de leurs enfants. En général, les femmes se voient davantage exclues des secteurs officiels et de la protection sociale. Dans les zones rurales, les femmes ont moins d'emprise que les hommes sur les intrants agricoles et le crédit. Les faits de violence familiale sont liés à répartition traditionnelle des rôles, à l'éducation des femmes, à leur inégalité d'accès aux actifs et à leur rôle dans la prise de décision¹⁷.

¹² Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Changements climatiques 2014 – Rapport de synthèse (2015).

¹³ *Social, Environmental and Climate Assessment Preparatory Study*. FIDA (2016).

¹⁴ ODD 5. *UN in Lao PDR 2015*. <http://www.la.one.un.org/sdgs/sdg-5-gender>.

¹⁵ 8^e Plan national de développement socioéconomique; Stratégie d'intégration de la parité hommes-femmes pour l'agriculture et la foresterie, 2009.

¹⁶ Un tiers des femmes se marient avant 18 ans, un dixième avant 15 ans.

¹⁷ Enquête nationale sur la santé des femmes et leurs expériences de vie au Laos, 2014. Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

13. **Nutrition.** Depuis 2000, la République démocratique populaire lao est autosuffisante en ce qui concerne le riz, mais les taux de dénutrition chronique restent élevés, avec un taux de retard de croissance de 44% et une insuffisance pondérale de 27% chez les enfants de moins de 5 ans¹⁸. Les provinces du Nord et du Sud affichent la prévalence de retard de croissance la plus élevée (voir figure 2).

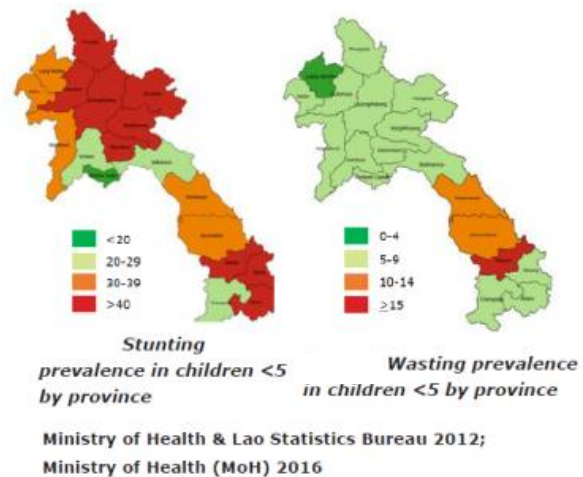


Figure 2: PAM, (2017). *Fill the Nutrition Gap Lao PDR*

14. La dénutrition des enfants est liée à la pauvreté, à l'état nutritionnel de la mère, au faible niveau d'instruction maternelle, aux pratiques traditionnelles préjudiciables et aux grossesses d'adolescentes, sans oublier le manque d'eau propre, de réseaux d'assainissement et de services de santé. En outre, la disponibilité d'aliments nutritifs sur les marchés locaux est insuffisante.
15. La République démocratique populaire lao adhère au Mouvement pour le renforcement de la nutrition. Le Comité national de la nutrition est le principal mécanisme de coordination de la nutrition. Il est coprésidé par les Ministres/Vice-Ministres du Ministère de la santé, du Ministère de l'agriculture et des forêts et du Ministère de l'éducation et des sports. La stratégie nationale pour la nutrition à l'horizon 2025 et le plan d'action correspondant (2016-2020) visent à améliorer l'accès à la nourriture, les soins maternels et infantiles, la qualité de l'environnement et l'accès aux services de santé.
16. **Jeunesse.** Environ 60% des habitants ont moins de 25 ans¹⁹ et 70% de la population vit en milieu rural. Le taux d'actifs parmi les jeunes adultes âgés de 20 à 24 ans s'élève à 83%. Les jeunes ruraux occupent généralement des emplois non qualifiés et mal rémunérés. Les perspectives d'emploi restent rares en raison de la part élevée de l'agriculture de subsistance. Les possibilités de favoriser l'emploi des jeunes résident dans le développement d'un secteur agricole axé sur le marché, dans lequel des services d'après-récolte, de commerce et de transport s'avèrent nécessaires.
17. **Politiques et stratégies favorables.** Le Gouvernement lao expose sa vision du développement dans la stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2020 et dans le 8^e Plan quinquennal national de développement socioéconomique (2016-2020). Il y met l'accent sur i) la nécessité de réduire massivement la pauvreté pour parvenir à l'égalité et à la prospérité et pour sortir le Laos de la catégorie des pays les moins avancés; ii) l'importance de l'intégration économique régionale.

¹⁸ *Strategic Review of Food and Nutrition Security in Lao People's democratic Republic.* Un rapport commandé par le Ministère lao du plan et de l'investissement, République démocratique populaire lao, avec le soutien du PAM (2016).

¹⁹ FNUAP, 2014. La République démocratique populaire lao n'a pas de définition de la jeunesse. Par conséquent, aux fins du présent rapport, conformément à la définition du FNUAP, les "jeunes" désignent les personnes âgées de 15 à 25 ans.

18. La stratégie nationale de développement agricole (2011-2020) est totalement compatible avec les priorités du FIDA, à savoir: i) promouvoir des technologies modernes visant à améliorer la productivité et la transformation des produits agricoles à valeur ajoutée sur les marchés intérieurs et d'exportation; ii) offrir un meilleur accès aux intrants et aux financements; iii) promouvoir les organisations paysannes et renforcer leurs liens avec le secteur privé; iv) développer les filières et améliorer leur gouvernance.
19. La stratégie nationale d'action face aux changements climatiques préconise des mesures d'adaptation aux changements climatiques et de limitation de leurs effets en ce qui concerne l'agriculture, la foresterie et les changements d'affectation des terres. Elle met l'accent sur la nécessité de réduire les cultures sur brûlis et les feux de forêt, et encourage la gestion intégrée des ressources forestières.
20. La stratégie nationale pour la nutrition à l'horizon 2025 et le plan d'action correspondant (2016-2020) visent à éradiquer les causes sous-jacentes de la dénutrition. Le Forum national sur la nutrition dégage un espace politique propice à l'amplification des mesures contre la dénutrition
21. **Options stratégiques pour le FIDA.** Les petits exploitants agricoles trouvent des débouchés dans le développement rapide des filières relatives à l'élevage et aux cultures commerciales et vivrières, ainsi que dans le commerce transfrontalier. Des politiques et réglementations commerciales favorables ouvrent de nouveaux marchés aux petits exploitants de la région du Mékong, qui bénéficient également des investissements réalisés dans les infrastructures routières et hydrauliques ainsi que de l'amélioration des services techniques. Le FIDA est reconnu pour son approche favorisant une agriculture climatiquement rationnelle. L'appui du FIDA a été sollicité pour investir dans des activités complémentaires, notamment la gestion durable de l'irrigation et le développement des filières en faveur des pauvres. Le FIDA, la FAO et le PAM pilotent l'intégration de la nutrition en République démocratique populaire lao. Le recours au cofinancement avec de grands investisseurs tels que la BASD favorise la reproduction à plus grande échelle des modèles de développement vertueux du FIDA. La collaboration avec des agences techniques telles que la GIZ, l'IIRR ou le WOCAT apporte une valeur ajoutée considérable aux investissements.
22. **Risques.** La solide croissance économique est exposée aux conséquences des catastrophes naturelles extrêmes et à celles d'une mauvaise gestion des finances publiques. La dette publique excessive (68% du PIB), le déficit budgétaire (17%) et l'augmentation des prêts improductifs dans le secteur bancaire constituent les principaux risques macroéconomiques. L'inflation s'est maintenue à environ 4% par an lors des trois dernières années. Le gouvernement suit les recommandations du Fonds monétaire international s'agissant de consolider sa situation budgétaire, notamment en limitant les dépenses publiques²⁰. Les revenus futurs issus de l'hydroélectricité devraient permettre de faire face à la situation budgétaire actuelle²¹. La Banque mondiale et la BASD continuent de prêter des fonds en faveur du développement agricole et des infrastructures rurales. La perception de la corruption²² est importante et cela constitue une menace pour la durabilité des gains sociaux et économiques.

²⁰ Rapport de pays, fonds monétaire international, 18/84.

²¹ *Country Partnership Framework 2017 – 2021 for Lao People's Democratic Republic*, Banque mondiale.

²² *Transparency International 2018*: l'indice de corruption s'élève à 29 points sur 100; le pays se classe en 135^e position sur 180 pays.

23. Les risques et les mesures d'atténuation y relatives sont synthétisés comme suit:

Risques	Description du risque	Niveau du risque	Stratégie d'atténuation
Risques liés à la gouvernance	Les capacités insuffisantes des pouvoirs publics peuvent limiter l'efficacité des mesures de décentralisation	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités au niveau des provinces et des districts • Établir une coopération technique au niveau des provinces et surtout des districts • Élaborer un cadre de contrôle complet du risque fiduciaire: utilisation d'un logiciel financier conforme, mise en place de systèmes d'audit interne et externe, examen de la passation des marchés par le FIDA
	la coopération interinstitutionnelle entre les organismes publics n'est pas totalement efficace	Moyen	
	Risque fiduciaire, y compris la corruption	Moyen - élevé	
Endettement	L'État n'est pas en mesure d'absorber de crédits supplémentaires	Élevé	<ul style="list-style-type: none"> • Les consultations du Fond monétaire international auprès du Gouvernement lao ont convenu d'accroître la part des prêts accordés à des conditions favorables et de réduire celle des prêts ordinaires
Marchés	Volatilité des prix du marché	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la connaissance du marché chez les agriculteurs • Créer un environnement favorable: infrastructures, production des agriculteurs selon la demande du marché, services axés sur le marché
Changements climatiques	Forte vulnérabilité face aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles	Élevé	<ul style="list-style-type: none"> • Introduction de technologies agricoles climatiquement rationnelles en faveur des petits exploitants • Mesures d'incitation financière pour encourager les petits exploitants à adopter des technologies agricoles climatiquement rationnelles

II. Enseignements et résultats précédents

24. Le précédent COSOP 2011-2017 couvrait sept projets d'investissement financés par le FIDA. Le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri a mis l'accent sur l'établissement d'infrastructures et de capitaux sociaux en ciblant les populations les plus pauvres. Le Projet de promotion de moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage (NRSLDP), le Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité (SNRMPEP) et le Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai ont permis d'améliorer la gestion des ressources naturelles et d'adapter les technologies à l'appui de la productivité de la terre et de l'élevage dans les petites exploitations agricoles. Les programmes et projets en cours (Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord) promeuvent la commercialisation, la microfinance et les liens commerciaux en faveur des petits exploitants. Bien que le programme de pays ait tenu compte de l'évolution du contexte et des besoins des petits exploitants, les résultats sont contrastés.
25. L'un des principaux enseignements à en tirer est qu'il faut concevoir des projets plus simples, dotés d'un meilleur rapport coût/efficacité et qui correspondent aux capacités locales. Les examens à l'achèvement des projets et les évaluations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA ont souligné que la conception des

projets était souvent trop complexe. De fait, une assistance technique s'est avérée nécessaire pour faire face aux capacités d'exécution insuffisantes, ce qui a fait grimper les coûts relatifs à la mise en œuvre.

26. Dans le Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai, la décentralisation effectuée via une approche de développement impulsée par les communautés a été efficace car le groupe cible a participé aux processus de planification et de passation des marchés relatifs aux infrastructures et aux activités productives collectives.
27. Pour l'heure, le développement de services financiers ruraux durables et inclusifs a été un échec. La conception de projets tels que le Projet de promotion de moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage a sous-estimé les besoins opérationnels. La conception du Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord: Programme de services financiers ruraux, le projet qui a succédé au Projet de promotion de moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage, en a tenu compte et a transposé à plus grande échelle le modèle vertueux des banques villageoises et des entreprises d'appui au réseau mis en place par la GIZ en République démocratique populaire lao.
28. L'intégration de la nutrition nécessite une approche de convergence, récemment introduite par le Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition en vue d'assurer la coordination entre les ministères de tutelle (Ministère de l'Agriculture et des forêts, Ministère de la Santé et Ministère de l'Éducation et des Sports). Cette approche faisait défaut dans les programmes antérieurs tels que le Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai et le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, qui n'ont pas réussi à atteindre pleinement leurs objectifs nutritionnels.
29. Les projets financés par le FIDA ont connu un succès mitigé en matière de gestion des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques. L'expérience du Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité a montré la voie à suivre en associant la planification de l'utilisation des terres, les bonnes pratiques de gestion des terres et les filières en faveur des pauvres. Les agriculteurs sont prudents et n'adopteront des technologies climatiquement rationnelles que si les avantages qu'ils en tirent s'avèrent supérieurs aux risques et aux investissements qu'elles représentent.
30. Les Projets de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité, le Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai et le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos ont démontré que le développement de filières en faveur des pauvres devait s'appuyer sur des groupes d'agriculteurs qui soient prêts à commercialiser leurs produits sur le marché, qui soient organisés de façon à produire en quantité importante des produits de base faisant l'objet d'une demande et qui soient mis en relation avec des négociants dans le cadre de contrats mutuellement profitables. Compte tenu du poids limité des entreprises des zones rurales, un cadre de co-investissement de type 4P accompagné d'un renforcement des capacités des agriculteurs est de nature à inciter le secteur privé à investir dans les filières rurales.

31. La définition des résultats politiques dans la conception du Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité a favorisé la réalisation des intrants pour la stratégie nationale de développement agricole et la transposition à plus grande échelle des résultats des projets.

III. Objectifs stratégiques

32. **Avantage comparatif du FIDA en République démocratique populaire lao.** Le Gouvernement lao et les partenaires de développement considèrent le FIDA comme un partenaire de confiance ayant fait ses preuves pour atteindre les communautés agricoles pauvres et isolées. Le FIDA n'a cessé d'agir pour aider les petits exploitants à passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture à visée commerciale. Le Fonds a introduit des outils et des savoirs éprouvés tirés d'autres programmes de pays pour aider les petits exploitants à accéder aux marchés, améliorer leur nutrition et accroître leur résilience aux effets négatifs des conditions climatiques.
33. La finalité du COSOP 2018-2024 est de contribuer à la transformation rurale en créant des moyens de subsistance résilients pour les femmes et les hommes vivant dans les régions rurales de la République démocratique populaire lao. À cet effet, les objectifs stratégiques suivants ont été définis:
34. **Objectif stratégique 1: Les petits exploitants ont augmenté leur résilience face aux chocs naturels et ont amélioré leur sécurité alimentaire ainsi que leur nutrition.** Les petits exploitants agricoles: i) possèdent des titres d'utilisation des sols garantis; ii) adoptent des technologies agricoles climatiquement rationnelles; iii) augmentent leur diversification agricole et leur productivité; iv) bénéficient d'un régime alimentaire diversifié, nutritif et sain.
35. Le FIDA continuera d'appuyer le Ministère de l'agriculture et des forêts et le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement afin d'augmenter l'attribution de titres fonciers pour les petits exploitants forestiers et agricoles. Cela s'effectuera dans le cadre du Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition et du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, tous deux en cours.
36. Les investissements de base sont dirigés vers les petits exploitants en vue d'améliorer leur accès aux technologies climatiquement rationnelles. Les services techniques sont renforcés pour permettre une planification décentralisée et assurer des prestations techniques de qualité. Les agriculteurs recevront une aide pour viabiliser les systèmes d'irrigation en utilisant des technologies appropriées et en développant les filières. Le transfert de la gestion de l'irrigation aux groupements d'irrigants sera intégré. Les services de conseil promouvront des modèles entre agriculteurs et entre entreprises et agriculteurs. Les technologies vertes (par exemple, les pompes à eau solaires) seront appuyées. Les mesures d'adaptation (par exemple, l'irrigation) et d'atténuation (par exemple, le boisement) face aux changements climatiques seront déployées en partenariat avec des partenaires de développement tels que la GIZ et la BAsD. La somme des efforts faits pour adapter les technologies et améliorer les connaissances eu égard aux changements climatiques permettra aux agriculteurs de rendre leur production efficace et résiliente.
37. La nutrition sera intégrée dans les services agricoles et les ménages ruraux par la promotion de savoirs et de pratiques favorisant une meilleure nutrition ainsi qu'une alimentation, une transformation et une conservation des aliments plus saines. La

planification des filières tiendra compte des enjeux nutritionnels dans la mesure où elle sera pilotée dans le cadre du Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition.

38. **Objectif stratégique 2: Les petits exploitants ont bénéficié d'un meilleur accès aux services financiers et aux marchés.** Le FIDA appuiera la généralisation des banques villageoises et de leurs systèmes d'appui aux réseaux en partenariat avec les opérations conduites par la GIZ. Le modèle des banques villageoises et des entreprises d'appui aux réseaux a fait ses preuves en matière de viabilité opérationnelle et d'inclusion financière des ménages pauvres. À l'échelle du pays, le FIDA s'associera avec la Banque nationale de la République démocratique populaire lao et la KfW Banque de développement pour mettre en place un mécanisme de refinancement agricole. Le Fonds appuiera les institutions et les banques de microfinance en vue de financer les agriculteurs et les entreprises rurales.
39. Le COSOP continuera de renforcer les organisations paysannes pour les inciter à saisir les opportunités offertes par le marché. Des plans d'investissement stratégiques ont été introduits dans le portefeuille et seront généralisés en vue de créer des débouchés commerciaux. Des partenariats 4P seront encouragés par le biais d'accords de co-investissement éprouvés, comme cela a déjà pu être expérimenté dans le cadre du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos et du Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition.
40. **Investissement et activités hors prêts.** Le Gouvernement lao est reconnaissant envers le FIDA pour ses ressources financières, ses connaissances sur la pauvreté rurale à l'échelle mondiale ainsi que ses conseils d'ordre technique et politique. Il un prêt du FIDA par cycle de financement. Pour 2019, un prêt d'environ 21 millions d'USD permettra de cofinancer des programmes financés par la BASD en vue de favoriser une bonne gestion de l'irrigation et le développement des filières. Le champ d'application du deuxième prêt du FIDA sera défini en 2020 à la formulation du 9^e Plan national de développement socioéconomique.
41. Le FIDA consolidera son modèle opérationnel actuel en associant les projets d'investissement aux activités hors prêts aux niveaux régional et national, tandis que la coopération Sud-Sud et la gestion des savoirs se verront renforcées. Les financements sous forme de don ont été étendus à l'adaptation aux changements climatiques (financé par le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne), à la sécurité alimentaire (financé par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire), à la mise en place de technologies rizicoles adaptées, au renforcement des organisations paysannes, à la promotion du transfert de savoirs Sud-Sud et à l'appui aux politiques favorisant l'intégration à la communauté économique de l'ASEAN (dons du FIDA). Un nouveau don régional est en cours d'élaboration en vue de mettre en relation les groupes de réflexion nationaux sur les politiques agricoles dans la région du Mékong.
42. **Théorie du changement.** Les petits exploitants agricoles sont confrontés à des risques naturels et économiques et ont du mal à accéder aux marchés ainsi qu'aux services techniques et financiers. Le premier axe de développement permettrait de stimuler la productivité agricole en investissant dans la technologie et dans le renforcement des capacités des agriculteurs et des institutions connexes. Une technologie climatiquement rationnelle aide les agriculteurs à utiliser durablement les ressources hydriques et foncières. Une technologie climatiquement rationnelle

permet d'accroître durablement la productivité, de stabiliser les rendements et d'améliorer la capacité technique des agriculteurs à faire face aux impacts climatiques tels que les épisodes de sécheresse et les crues éclair. Les ménages seront mieux armés en savoirs, en outils et en compétences pour améliorer leur régime alimentaire et jouir d'une meilleure santé. Tout ceci contribuera à améliorer progressivement les conditions de vie et à accroître la productivité de la main d'œuvre.

43. Le deuxième axe de développement vise à améliorer la prise de conscience et les capacités des petits exploitants s'agissant de tirer parti des filières. L'amélioration de la connectivité et de l'information permettra d'accroître progressivement la prise de conscience de la demande du marché. La formation et la planification commerciales aideront les agriculteurs à acquérir le savoir-faire nécessaire pour répondre à la demande et transformer leur pratique agricole en activité commerciale. Les investissements dans les filières attireront la main-d'œuvre venue des hautes terres. L'accès aux services financiers aidera les agriculteurs à investir dans des technologies de production, de conditionnement et de pré-transformation. La hausse de productivité et l'accès facilité aux marchés augmenteront progressivement le rendement des investissements agricoles.
44. Ces deux axes de développement sont interdépendants car la demande du marché entraîne la demande en matière de technologie et encourage l'utilisation durable des ressources naturelles. Les services financiers permettront aux agriculteurs d'investir dans des technologies agricoles et aux ménages d'investir dans des domaines sociaux, dont l'éducation. La gestion des savoirs favorisera la concertation sur les politiques et la reproduction à plus grande échelle des investissements couronnés de succès, tandis que la composante de recherche intégrée au projet s'emploiera à détecter les innovations.
45. **Conformité avec les objectifs de développement durable (ODD).** Les résultats du COSOP seront communiqués au Cadre de partenariat des Nations Unies 2017-2021 pour la République démocratique populaire lao concernant: i) la croissance inclusive, les moyens d'existence et la résilience; ii) le développement humain et les effets directs attendus y relatifs. Le COSOP rendra compte de ses résultats par rapport à l'ODD 1 (pas de pauvreté) et l'ODD 2 (faim zéro) en renforçant les capacités des petits exploitants à améliorer leur productivité agricole, leurs revenus et leur nutrition. Le COSOP intègre la problématique hommes-femmes au moyen d'approches de ciblage tenant compte de la pauvreté et de l'égalité des sexes et contribue à sensibiliser les services publics à la question (ODD 5 - égalité des sexes). Le COSOP promeut des services financiers ruraux inclusifs et l'emploi des jeunes (ODD 8 - croissance économique inclusive). Le COSOP met fortement l'accent sur la capacité d'adaptation des petits exploitants s'agissant de faire face aux effets négatifs des conditions climatiques (ODD 13 - mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

IV. Résultats durables

A. Ciblage et problématique femmes-hommes

46. Conformément aux principales politiques du FIDA en matière de ciblage et d'égalité femmes-hommes, la mise en œuvre du COSOP placera un accent strict sur la pauvreté et l'égalité des sexes afin de garantir l'égalité des chances aux principaux groupes cibles du Fonds: les femmes et les hommes pauvres, les jeunes et les minorités ethniques. L'accent sera mis sur l'autonomisation des femmes concernant la prise de décisions au sein du ménage, leur participation aux processus et aux

institutions ayant une incidence sur leur vie, et l'égalité d'accès aux actifs, à la terre, à l'éducation, à la nutrition et à la santé. Le FIDA mettra à l'essai les méthodologies axées sur les ménages²³ pour promouvoir une vision commune du développement au sein d'une famille, renforcer le rôle des femmes dans le ménage et lutter contre la violence domestique.

47. Les investissements du FIDA sont concentrés sur les provinces et districts affichant des taux de pauvreté élevés et dont l'état nutritionnel laisse à désirer. Les statistiques sur la pauvreté, les cartographies de la vulnérabilité du PAM et d'autres outils similaires aident à délimiter avec justesse les zones cibles du FIDA. Comme l'indique la figure 2, les futurs investissements devraient viser en priorité les provinces du nord et du sud en vue de lutter contre la dénutrition chronique. Au niveau des projets, le ciblage direct sera utilisé, notamment en ce qui concerne la formation des hommes et des femmes à la nutrition familiale et aux compétences techniques et commerciales. De même, des approches d'auto-ciblage, telles que l'accès à la microfinance, contribueront à ce que les services des projets bénéficient en priorité au principal groupe cible du FIDA. Les projets adaptent leur approche en fonction des aspects socioculturels et économiques et des besoins des groupes ethniques, tels que l'accès à des produits forestiers non ligneux, la nutrition et le commerce local.
48. Le nouveau Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux sera intégré au COSOP. À chaque étape du cycle d'un projet, une juste attention sera accordée à l'accès aux actifs, notamment via la finance rurale, et à l'accès à l'emploi, notamment par la formation professionnelle. Ces activités seront exécutées en collaboration avec des partenaires hautement qualifiés, à l'image de l'Organisation internationale du Travail. Les progrès seront suivis au moyen d'indicateurs spécifiques tels que l'emploi des jeunes.

B. Reproduction à plus grande échelle

49. La stratégie de reproduction à plus grande échelle du COSOP repose sur: i) l'analyse et le suivi rigoureux des résultats des projets; ii) l'intégration des approches financées par les projets aux politiques et programmes publics et iii) l'établissement de partenariats stratégiques avec les services publics, en premier lieu le Ministère de l'agriculture et des forêts et la Banque de la République démocratique populaire lao, et les partenaires de développement. Le COSOP se concentre sur trois domaines clés en matière de reproduction à plus grande échelle: i) les innovations agricoles climatiquement rationnelles ii) la nutrition et iii) le développement des filières, y compris la finance.
50. Les principaux chefs de file sont le gouvernement, les partenaires de développement, le secteur privé et les groupes de réflexion sur les politiques. Ces acteurs participeront à des événements locaux et régionaux de partage des savoirs et présenteront régulièrement des rapports de situation en vue d'éclairer la concertation sur les politiques. Le Gouvernement lao est en train de transposer à plus grande échelle l'approche de convergence pour la nutrition dans le cadre du Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition. L'approche de co-investissement du FIDA met en relation les petits exploitants avec le secteur privé, celui-ci étant appelé à prendre le relais progressivement.

²³ Méthodologies axées sur les ménages: miser sur le potentiel de changement de la famille. FIDA 2016.

C. Participation à l'élaboration des politiques

51. Le FIDA participe au groupe de travail sur le secteur agricole et contribue aux discussions sur les politiques en présentant les résultats tangibles des projets et les enseignements qu'il en a tirés. La concertation sur les politiques est axée sur: i) l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques; ii) la nutrition - avec la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la nutrition à l'horizon 2025 et le plan d'action correspondant 2016-2020; iii) le développement de filières favorables aux pauvres par le biais de la stratégie nationale de développement agricole; iii) un environnement politique favorable à une finance rurale inclusive et iv) l'accès des pauvres à la terre.
52. Les projets d'investissement généreront des résultats et des analyses sur les technologies climatiquement rationnelles et les filières inclusives – notamment le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos et les Services climatiques participatifs intégrés pour l'agriculture (PICSA) – et sur la nutrition – notamment le Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition. Le PICSA contribuera à institutionnaliser le transfert de la gestion de l'irrigation aux groupements d'irrigants. Le Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord: Programme de services financiers ruraux et le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, ainsi que le projet *Access to Finance for the Poor*, financé par la GIZ, aideront la Banque nationale de la République démocratique populaire lao à mettre en place un cadre politique propice à un système de finance rurale durable et favorable aux pauvres. Ces projets seront complétés par les programmes de dons régionaux et nationaux du FIDA, à l'image de la deuxième phase du Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique qui vise à promouvoir les associations paysannes, et par le prochain don régional visant à mettre en relation les groupes de réflexion nationaux sur les politiques agricoles dans la région du Mékong.

D. Ressources naturelles et changements climatiques

53. Le COSOP s'inscrit dans le droit fil des projets antérieurs tels que le Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité et le Projet de promotion de moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage s'agissant de mettre en place de nouvelles approches de conservation durable de l'eau et des sols. Le FIDA élabore des stratégies de gestion des risques pour les petits exploitants agricoles dans le cadre de ses programmes, notamment le Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition et le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, en vue de transformer l'agriculture en un système de production résilient face aux changements climatiques, d'aider la production agricole à exprimer tout son potentiel de manière écologiquement durable, d'accroître les moyens de subsistance et de contribuer à la stabilité économique à l'échelle locale.
54. Le Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition, le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos et le PICSA sont à même de créer des alternatives intéressantes à la culture itinérante. Les partenariats avec la BASD fournissent l'infrastructure d'irrigation nécessaire et bénéficieront des technologies et savoirs climatiquement rationnels générés par les projets d'investissement du FIDA et par les travaux de recherche-action financés

par des dons, à l'image du Consortium de recherche sur la riziculture en environnement défavorable 2 dirigé par l'IIRR.

E. Agriculture et développement rural tenant compte des enjeux nutritionnels

55. La nutrition et la sécurité alimentaire seront intégrées aux investissements du FIDA par la formulation d'objectifs spécifiques et par la fourniture des moyens nécessaires à leur réalisation. Le COSOP appuie la stratégie nationale de nutrition et le plan d'action correspondant par le biais du Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition en ce qui concerne: i) la planification et la réalisation d'investissements publics participatifs au niveau des villages; ii) la convergence de la mise en œuvre multisectorielle de la SNPPA au niveau des districts et des villages; iii) l'autonomisation des femmes en vue d'améliorer l'alimentation de la famille, notamment pendant les 1 000 jours suivant la conception de l'enfant; iv) la prévention des grossesses d'adolescentes; v) la promotion de filières tenant compte des enjeux nutritionnels.
56. L'amélioration du régime alimentaire sera intégrée grâce à des programmes d'éducation destinés aux familles rurales, à la prise de conscience de la question au sein des institutions publiques rurales et grâce à la promotion de la production alimentaire familiale intégrée, en tenant dûment compte de la charge de travail élevée des femmes rurales. Le FIDA collabore avec le PAM, la FAO, Save the Children, l'Institut national de recherche pour l'agriculture et la forêt et le Comité national de la nutrition en vue d'exercer une influence sur les questions de nutrition.

V. Réussite de la mise en œuvre

A. Cadre de financement

57. Le COSOP couvre deux cycles de financement au titre du Système d'allocation fondé sur la performance du FIDA. Compte tenu du contexte politique stable, de l'amélioration de la performance du secteur rural, de la forte demande dont fait l'objet le programme de pays du FIDA et de ses performances stables, l'allocation indicative fondée sur la performance pour 2019-2021 est d'environ 21 millions d'USD. En outre, le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire a fourni un don de 30 millions d'USD pour financer le Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition. Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne du FIDA a fourni cinq millions d'USD en vue de renforcer les aspects relatifs aux changements climatiques du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos. Le programme de dons du FIDA continue de compléter les projets financés par des prêts.
58. Le ratio de cofinancement international du portefeuille en cours du FIDA s'élève actuellement à 4,7 (cible au titre de FIDA11: 0,6). De nouveaux cofinancements sont envisagés avec la BAsD, la GIZ et la KfW Banque de développement. Le ratio de cofinancement national s'élève actuellement à 0,7 (cible au titre de FIDA11: 0,8). Le nouveau projet PICSA vise à attirer les investissements privés, tandis que les contributions de l'État devraient augmenter.

B. Suivi-évaluation

59. Le Programme CLEAR (Centres d'apprentissage sur l'évaluation et les résultats) du FIDA, la collaboration étroite avec la division du FIDA spécialisée dans la recherche et l'évaluation de l'impact (RIA) ainsi qu'une formation supplémentaire des

personnels devraient renforcer les capacités locales en matière de suivi-évaluation. Un organisme de recherche local sera désigné pour effectuer le suivi-évaluation et les études d'impact. Le bureau de la plateforme du Mékong suit et supervise la mise en œuvre du COSOP et élabore un plan d'évaluation. Les réunions d'examen annuelles du COSOP rendent compte des progrès accomplis au regard des indicateurs de résultats du COSOP, établissent les enseignements à tirer et les intègrent aux travaux d'élaboration des politiques. Les résultats du COSOP sont liés aux indicateurs des 8^e et 9^e Plans nationaux de développement socioéconomique et à ceux du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Tous les projets ainsi que les activités hors prêts seront alignés sur les indicateurs du cadre de résultats du COSOP afin d'assurer la cohérence des rapports. Un examen à mi-parcours du COSOP qui évaluera la pertinence et la validité des objectifs stratégiques sera effectué vers la fin de 2020. Un examen à l'achèvement sera réalisé en 2023.

C. Gestion des savoirs

60. Le COSOP s'appuiera sur la prochaine stratégie de gestion des savoirs du FIDA au titre de FIDA11. La gestion des savoirs est le maillon essentiel qui relie les investissements du projet, la participation à l'élaboration des politiques et la reproduction à plus grande échelle. Attendu que la gestion des savoirs vise à instaurer une culture de l'apprentissage, il incombe à chaque projet d'élaborer une stratégie de gestion des savoirs portant sur la façon dont les savoirs sont générés, utilisés et diffusés. Chaque projet alloue des ressources adéquates pour recueillir, analyser, publier et examiner les résultats et les innovations. Les savoirs reposent sur des systèmes efficaces de suivi-évaluation et de gestion des savoirs et sur les liens établis avec des centres de savoirs tels que les communautés de pratique, les centres de recherche et d'autres programmes de développement rural. Les membres du personnel seront récompensés pour les innovations détectées et les résultats obtenus en matière d'apprentissage. Les projets sont mis en relation avec les centres de savoirs régionaux.
61. Les projets d'investissement s'appuieront sur des dons pour favoriser le travail d'analyse et de diffusion. Le bureau de la plateforme du Mékong appuie les réseaux d'apprentissage sous-régionaux, tels que le salon de la gestion des savoirs et de l'apprentissage du Mékong, un événement qui promeut l'innovation et l'apprentissage en lien avec les partenaires du développement et les responsables politiques de la région du Mékong.

D. Partenariats

62. Les partenariats avec les organismes publics, les organismes de recherche tels que l'IIRR et les partenaires de développement ont été un élément fondamental du programme de pays du FIDA. Le Ministère du plan et de l'investissement, le Ministère de l'agriculture et des forêts et la Banque nationale de la République démocratique populaire lao sont les principales institutions gouvernementales chefs de file de ce COSOP. Le FIDA entretient des partenariats étroits avec les organismes ayant leur siège à Rome – à savoir le PAM et la FAO – au titre du Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition en ce qui concerne l'intégration de la nutrition; et avec la BASD en ce qui concerne l'élevage à vocation commerciale et le développement de l'irrigation. Le FIDA coopère avec le WOCAT à la planification de l'utilisation des terres dans le cadre du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos. De nouveaux partenariats voient le jour, avec la GIZ en vue de généraliser l'initiative des banques villageoises dans les

districts concernés par le Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord, et avec la banque de développement KfW pour mettre en place un mécanisme de refinancement commun destiné à la finance rurale et au financement des petites et moyennes entreprises. Grâce aux enseignements tirés du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, le PICSA coopérera avec les secteurs privés national et étranger pour soutenir le développement des filières fondé sur les petits exploitants.

E. Innovations

63. La transformation actuelle du monde rural passe par la formulation d'innovations à même d'aider les petits exploitants à relever les défis inhérents aux changements climatiques, à la nutrition et à l'accès aux marchés. Parmi les innovations récentes, on peut citer l'approche de convergence de la nutrition au titre de la stratégie nationale pour la nutrition et le plan d'action correspondant (2016-2020). Le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos a promu des plans de gestion des forêts à assise communautaire et des modèles de gestion durable des terres inspirés des meilleures pratiques. Le Consortium de recherche sur la riziculture en environnement défavorable dirigé par l'IIRR a mis au point une palette d'innovations techniques impressionnante pour réduire les vulnérabilités en matière de riziculture. Le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos et le Projet relatif à la commercialisation des produits du petit élevage dans la région Nord déploient à plus grande échelle l'initiative novatrice des banques villageoises et des entreprises d'appui aux réseaux tout en créant un mécanisme de refinancement agricole pour faciliter l'octroi de prêts aux agriculteurs et aux jeunes entreprises agricoles par les banques commerciales. Le PICSA attirera des co-investissements avec le secteur privé en faveur des programmes d'irrigation des hautes terres.

F. Coopération Sud-Sud et triangulaire

64. Le Gouvernement lao a participé activement à la coopération Sud-Sud et triangulaire en partageant des savoirs avec les pays voisins, en particulier la Chine, qui a également joué un rôle clé dans les investissements destinés aux infrastructures et au développement rural. Le COSOP offre plusieurs domaines propices à une coopération Sud-Sud et triangulaire: i) la production végétale et animale et la gestion des terres; ii) le développement des petites et microentreprises et iii) la recherche sur les politiques relatives aux changements climatiques.
65. Le FIDA retient tout particulièrement trois domaines pour lesquels il conviendrait d'élargir les activités relevant de la coopération Sud-Sud et triangulaire et de renforcer les capacités institutionnelles en faveur de: i) l'intégration des marchés à l'ASEAN; ii) la participation à l'élaboration des politiques par la mise en relation des différents groupes de réflexion nationaux sur les politiques. Le FIDA participera à des initiatives de gestion des savoirs (par exemple, des salons d'apprentissage et des visites d'échange) sur l'innovation en matière de recherche agricole, telles qu'elles ont été élaborées par les projets d'investissement et les dons du FIDA. Le bureau de la plateforme du Mékong du FIDA au Viet Nam coordonne les activités relatives à la coopération Sud-Sud et triangulaire pour ses cinq programmes de pays, dont la République démocratique populaire lao.

COSOP results management framework

Country Strategy Alignment	Strategic Objectives	Outcome Indicators	Milestone Indicators	Indicative Lending and Non-lending Activities for the Next 3 Years
<p>The National Strategy on Socio-Economic Development 2025 and Vision 2030's objective to facilitate eligibility for graduation from least developed Country status by 2020;</p> <p>The Eighth National Socio-Economic Development Plan (2016 – 2020) to promote inclusive growth through national potential and comparative advantages:</p> <p><u>Outcome 1:</u> Sustained inclusive economic growth</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Output 3: Integrated Development Planning <p><u>Outcome 2:</u> Human development enhanced</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Output 1: Improved living standards through poverty reduction, access to services and resources ➢ Output 2: Improved food security and reduced undernutrition <p><u>Outcome 3:</u> sustainable management of natural resource exploitation</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Output 1: Forest protection, land management, resilience and growth <p><u>Cross-cutting outputs:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Gender, youth, women and children ➢ Enhance effectiveness of public governance and administration <p>MAF's ADS 2016-2025 and Vision 2030</p> <p>Vision: to ensure food security, establish competitive agriculture production, develop clean, safe and sustainable agriculture production and processing systems, and to progressively shift to a modern, resilient and productive agriculture economy, linking rural development to the national economic.</p> <p>Goals:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Efficient, stable climate-adapted agriculture systems ensure food and nutrition security and quality marketable surpluses; ➢ Agriculture production meets sanitary, phytosanitary and environment standards; ➢ Agriculture production creates real jobs and is socially and ecologically sustainable. 	<p>SO1: Smallholders have enhanced resilience to natural shocks and improved food security and nutrition</p>	<p>Outcome 1.1: 27,000 HHS with secure land use titles</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 30,000 ha agricultural and forest land classified ▪ 10,000 farmers with registered land use rights ▪ 500 village natural resource management plans made operational 	<p>AFN, FNML, NSLCP</p>
		<p>Outcome 1.2: At least 19,000 HHS adopting climate-smart agricultural technologies for production diversity</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 40,000 HHS trained in climate-smart agricultural practices ▪ No. of new climate-smart agricultural practices introduced ▪ At least 30 Technical Service Centres (TSC) are operating sustainably in IFAD-supported provinces 	<p>FNML, AFN, NLSCP, PISCA</p>
		<p>Outcome 1.3: 15,000 HHS reporting increase in productivity</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Number of nutrition sensitive value chains developed ▪ 35,000 hh supported with targeted nutrition interventions 	<p>FNML, AFN, PISCA</p>
		<p>Outcome 1.4: At least 24,000 HHS reporting diverse, nutritious and safe diets</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 200 village banks established ▪ 1 Refinancing facility established 	<p>NLSCP, FNML; PISCA</p>
	<p>SO2: Smallholders benefit from access to financial services and markets</p>	<p>Outcome 2.1: At least 17,000 rural HHS using improved financial services</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 500 Farmer Groups formed ▪ 4,500 HHS accessing matching grants for investing in marketable value addition to agricultural produce ▪ At least 50 PPPs established in the IFAD-supported provinces 	<p>FNML, AFN, NLSCP, PISCA</p>
		<p>Outcome 2.2: 30% increase in value (\$) of agricultural and livestock products from smallholders</p> <p>Outcome 2.3: 8,000 new jobs for rural youth employment, by gender</p>		

Agreement at completion point of last country programme evaluation

An evaluation of the Lao PDR country programme was not undertaken.

COSOP preparation process including preparatory studies, stakeholder consultation and events to be updated

1. The present COSOP 2018-2024 was developed through various stages of consultation with the GoL, DPs and other relevant stakeholders. It started in June 2015 with a COSOP review workshop to assess and discuss the achievements of the COSOP 2011-2016. This workshop was followed up by a meeting in April 2016 to initiate the design of the new COSOP. A follow up COSOP design mission was sent in May 2017.

2. Due to the time elapsed since the first COSOP consultations, it was felt to start afresh. On 16 March 2018, IFAD called for a COSOP in-country consultation workshop in Vientiane, gathering line Government agencies, Development Partners, National and international research agencies and civil society organization. The meeting aimed at finalising the new COSOP design. The consultations was chaired by Dr Kikeo Chanthaboury the Vice-Minister of the Ministry of Planning and Investments and was well attended by various line ministries, including Ministry of Agriculture and Forestry (MAF), Bank of Lao PDR, Lao Farmer Network , national and international Research institutions and multilateral and bilateral donors (see table below). IFAD presented a preliminary outline of the COSOP, based on the previous work and consultations and updated with inputs from supervision and project completion reports. In addition, an updated Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) provided guidance on climate change and environmental aspects.

Participants, COSOP Consultation Meeting 16 March 2018

Government of Lao PDR <ul style="list-style-type: none"> • Vice – Minister, Ministry of Planning and Investment (MPI) • Ministry of Finance (MOF) • Ministry of Agriculture and Forestry (MAF) • Ministry of Natural Resources and Environment (MONRE) • Ministry of Industry and Commerce (MOIC) • Ministry of Education and Sports (MOES) • Bank of Lao PDR (BoL) 	United Nations <ul style="list-style-type: none"> • Food and Agricultural Organization (FAO) • World Food Programme (WFP) • UN Capital Development Fund (UNCDF) • UN Human Settlements Programme (UN Habitat) • UN Industrial Development Organization (UNIDO) • UN Woman
Civil society <ul style="list-style-type: none"> • Lao Farmer Network 	
National research institutions <ul style="list-style-type: none"> • National Agriculture and Forestry Research Institute (NAFRI) • National University of Lao PDR (NUOL) 	International research institutions <ul style="list-style-type: none"> • International Rice Research Institute (IRRI) • French Centre for Rural and Agricultural Research (CIRAD)
International financial institutions <ul style="list-style-type: none"> • Asian Development Bank • The World Bank • European Union 	Bilateral donors <ul style="list-style-type: none"> • Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) • German Bank for Reconstruction (KfW) • German Technical Cooperation (GIZ) • Luxembourg Development Cooperation (LuxDev) • French Development Agency (AFD)

3. A second round of consultation with convened on 12 July 2018 to review the draft COSOP and to finalise it for presentation to IFAD senior management and IFAD executive board. The second in country consultations were chaired by the Vice-Minister MPI, with high level participation from MAF, BoL and development partners.

4. IFAD internal consultations. The COSOP was developed under active participation of the in-house CPMT, drawing on IFAD's diverse technical expertise. Key CPMT meetings were held during October 2017 and on 25 June 2018, to discuss the draft COSOP.

Natural resources management and climate change adaptation: Background, national policies and IFAD intervention strategies

1. As per IFAD's usual practice, a Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) study was commissioned to assess of social, environmental, and climate issues in relation to IFAD's objectives and target groups, and to propose relevant recommendations on how to mainstream climate change and environmental issues in the proposed COSOP for Lao PDR COSOP. The SECAP study's objectives are to provide key environmental and social opportunities and actions to influence IFAD's support to Lao PDR rural development efforts towards environmental sustainability and climate-smart development. The text below presents the executive summary and the full text can be retrieved in the COSOP file.

Introduction

2. Despite the progress in the reduction of poverty, Lao PDR remains one of the poorest and least developed countries in South-East Asia. There exist wide and deepening disparities in livelihoods and access to health and education, between urban and rural areas, uplands and lowlands, among different ethnic groups and between men and boys, and women and girls. While agriculture is the mainstay of the economy, farming is largely practiced at the subsistence level, and productive conditions for farmers are generally poor.

3. Poverty is governed by the many other factors, including in particular, the lack of infrastructure in highlands, the restriction of traditional access to forest and forest resources for minority people in the highlands who depend on these resources for their livelihoods, the imposition of restriction in the clearing of forest land for shifting cropping and attempts to resettle upland population to lowland villages, the differing level of poverty across the various ethnic groups, the lack of market opportunities, secure land tenure and inadequate awareness of local community rights, the privatization of lands and forests, some of which are community-managed commons and the granting of land concessions to both foreign and domestic companies for hydroelectric plants, mines, and plantations.

4. The situation is further aggravated by climate-related extremes and natural hazards that are often compounded by insufficient public awareness, lack or inadequacy in preparedness, lack of coordination among inter-government agencies, inadequate financial resources, low level of technical know-how and skills in mitigation of natural disasters, and a strong concentration of knowledge and skills in academic centres alone, without appropriate information dissemination among the vulnerable population groups. Consequently, women are often, particularly those among ethnic minority groups ending up being the hardest hit by climate extremes largely because of their limited access to land, property and other resources.

5. To overcome the constraints that currently prevent ethnic minorities and the disadvantaged, particularly those living in remote mountainous regions of the country from benefiting from the economic programs, requires a shift from short-term development approaches to adopting new and long-term approaches to reducing and managing the development risks and people's vulnerability to environmental, social and climate-related impacts and in addressing the underlying causes that make people

sensitive and exposed to such risks. Moving towards such strategies requires a recognition that people are affected differently by such changes due to their differential access to, and ability to benefit from assets such as natural resources, information or education. It must be also recognized that some of the factors that determine the ability to adopt or adjust to new situations might require actions beyond the individual household level, perhaps at the community or local level, or even at the regional or national level. It would also require the new or redefined policies and markets to be successful.

Recommendations

6. To facilitate risk management for small farmers would require the transformation of agriculture into climate-resilient production systems that can help grow and ecologically sustain agricultural production to its fullest potential. It should also ensure food security and equitable access to food resources, enhance livelihood opportunities and contribute to economic stability at the local and regional level. Given, that IFAD's future programs are likely to focus on small-scale agriculture and the sustainable management of other natural resources through the active engagement of pro-poor and ethnic minorities who are intricately linked with the sustained productivity of the land, efficient water use and access to technical and other support, efforts need to be made during the formulation of these new IFAD programs to find appropriate ways to support the key principles of the sustainable agriculture and natural resources management.

7. In particular, IFAD's programs in the new COSOP should:

- Be flexible, participatory and demand-driven to specifically address the needs of poor and rural ethnic minorities that depend on natural resources;
- Enhance farmer productivity beyond subsistence levels;
- Strengthen the role of women and disadvantaged groups in the natural resources development process;
- Improve community access to natural resources and conservation practice;
- Enhance farmer resilience to climate change;
- Improve communal assets and governance structures for natural resources to ensure social benefit and impact from development processes;
- Support actions for environmental and social sustainability; and
- Ensure livelihood diversification as a core element of any pro-poor natural resources strategy.

8. The following are strategic actions that are proposed:

Priority Strategic Actions	IFAD Opportunities
Improved agricultural land access	<ul style="list-style-type: none"> • New projects designed to target improved access to agriculture lands, natural resources and sustainable NRM practice in priority upland areas • Policy dialogue to improve agricultural land access for the rural poor, particular upland farmers
Enhanced gender and ethnic specific response strategies in areas of natural resource management, climate risk management and food security	<ul style="list-style-type: none"> • Investments that promote participatory approaches that targets the specific role of women and men in natural resources management and that acknowledges that family sustenance, nutrition and household security are primarily a women's responsibility are ways of dealing with gender and ethnic minority discrepancies • Integrating gender and ethnic sensitivity at all institutional levels in natural resource management and agriculture activities

	<ul style="list-style-type: none"> • Use IFAD experience and disseminate knowledge products
Improved food security and reduced inequality	<ul style="list-style-type: none"> • Investments in target villages ensures the promotion of food security as main priority • Addressing inequality of opportunities to protect poor households from falling back into poverty and food insecurity
Improved transparency and enforcement in land concession policies	<ul style="list-style-type: none"> • Support alternatives for large-scale land concessions (through agro-forestry and smallholder farming) • Develop mechanisms that provide information on concession policy and concession deals are made publicly available • Promote participatory consultations, evaluation and monitoring of concessions • Support improved standards and monitoring of corporate social responsibility during implementation • Develop mechanisms that ensures rights of communities through safeguard mechanisms based on free and informed consent
Improved sustainable production patterns	<ul style="list-style-type: none"> • Promote natural resource management approaches for stabilization of shifting cultivation and climate change adaptation measures that are adopted to specific socio-economic and agro-ecological conditions • Policy dialogue on multi-functional nature of shifting cultivation • Capacity building for delivery of agricultural and natural resource agencies to provide extension support
Maintenance of ecosystem functions	<ul style="list-style-type: none"> • Investments that support maintenance of resilient ecosystems as a means to contribute to reduction of social vulnerability to climate change in poverty reduction programs • Knowledge products that enhance beneficiaries capacity to enhance functions of natural ecosystems to compensate for the effects of climate change
Proper land use planning	<ul style="list-style-type: none"> • New investments that support integrated village-level land use planning, including recognition of communal lands and tenure arrangements • Policy dialogue regarding villagers access to forests and forest products, including role of women as land owners and decision-makers on natural resources
Resettlement of villages	<ul style="list-style-type: none"> • Promote dialogue on identifying alternatives to resettlement • Promote dialogue on land access and development opportunities for resettled villagers
Improve policy dialogue an partnerships	<ul style="list-style-type: none"> • At project identification and design phase enter into early dialogue with international agencies to seek partnering opportunities for enhancing technical and policy impact outcomes
Recognizing climate adaptation needs	<ul style="list-style-type: none"> • Extend knowledge to the targeted poor • Develop project activities that reduce adaptation deficit in pockets of poverty

Options for Accessing Supplementary Financing for SECAP

9. Supplemental sources of other external financing offers opportunities for addressing environmental issues of global significance, i.e. the Global Environment Facility (GEF) or for climate change i.e. the Green Climate Fund (GCF) and GAFSP. In addition, ASAP offer opportunities for enhancing the mainstreaming of climate change adaptation in small-scale agriculture. While, funding from external sources are small, uncertain and tied to specific global priorities, Lao PDR's financial resource constraints should not be a barrier

to tackle environmental or climate change adaptation or mitigation challenges. Sharing of IFAD's experience in other geographies and similar climates by improving knowledge dissemination in identification of issues and solutions so that smallholder farmers can access the information tools and technologies that help build their resilience to climate change. It is also equally important that IFAD through its policy engagement in the new COSOP period help Lao PDR recognize the long-term benefits that it can derive from actions that facilitate the mainstreaming of environment, social and climate change adaptation into its development programs.

Country at a glance

	1990	2000	2010	2015
Population, total (millions)	4.26	5.33	6.25	6.76
Population growth (annual %)	2.9	1.7	1.5	1.4
Surface area (sq. km) (thousands)	236.8	236.8	236.8	236.8
Population density (people per sq. km of land area)	18.5	23.1	27.1	29.3
Poverty headcount ratio at national poverty lines (% of population)	..	33.5	23.2	16.7
Poverty headcount ratio at \$1.90 a day (2011 PPP) (% of population)	22.9	26.1	16.7	16.7
GNI, Atlas method (current US\$) (billions)	0.83	1.5	6.24	14.54
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	190	280	1,000	2,150
GNI, PPP (current international \$) (billions)	4.44	9.51	22.83	39.99
GNI per capita, PPP (current international \$)	1,040	1,780	3,660	5,920
People				
Income share held by lowest 20%	8.2	8.1	7.3	7.3
Life expectancy at birth, total (years)	54	59	64	67
Fertility rate, total (births per woman)	6.2	4.3	3.3	2.9
Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19)	107	80	70	64
Contraceptive prevalence, any methods (% of women ages 15-49)	19	32	50	..
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	17	37	..
Mortality rate, under-5 (per 1,000 live births)	162	118	80	67
Prevalence of underweight, weight for age (% of children under 5)	39.8	36.4	26.5	..
Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)	32	42	64	88
Primary completion rate, total (% of relevant age group)	43	68	85	100
School enrolment, primary (% gross)	98.5	106.7	122.9	111.3
School enrolment, secondary (% gross)	23	34	46	62
School enrolment, primary and secondary (gross), gender parity index (GPI)	1	1	1	1
Prevalence of HIV, total (% of population ages 15-49)	..	..	..	..
Environment				
Forest area (sq. km) (thousands)	176.4	165.3	178.2	187.6
Terrestrial and marine protected areas (% of total territorial area)	1.5	16.6	..	16.7
Annual freshwater withdrawals, total (% of internal resources)	..	..	1.8	1.8
Improved water source (% of population with access)	..	46	68	76
Improved sanitation facilities (% of population with access)	..	28	59	71

	1990	2000	2010	2015
Urban population growth (annual %)	5.1	6.3	5	4.1
Energy use (kg of oil equivalent per capita)	..	..	..	..
CO ₂ emissions (metric tons per capita)	0.05	0.18	0.26	0.33
Electric power consumption (kWh per capita)	..	..	..	..
Economy				
GDP (current US\$) (billions)	0.87	1.73	7.13	15.9
GDP growth (annual %)	6.7	5.8	8.5	7
Inflation, GDP deflator (annual %)	37.9	24.8	9.2	3
Agriculture, value added (% of GDP)	61	45	31	19
Industry, value added (% of GDP)	15	17	32	33
Services, etc., value added (% of GDP)	24	38	36	48
Exports of goods and services (% of GDP)	11	30	36	29
Imports of goods and services (% of GDP)	25	44	38	39
Gross capital formation (% of GDP)	14	14	25	26
Revenue, excluding grants (% of GDP)	..	..	14.5	15.8
Net lending (+) / net borrowing (-) (% of GDP)	..	..	-0.9	-3.7
States and markets				
Time required to start a business (days)	..	131	85	67
Domestic credit provided by financial sector (% of GDP)	5	9	26.7	..
Tax revenue (% of GDP)	..	..	13	13.5
Military expenditure (% of GDP)	9.1	0.8	0.2	0.2
Mobile cellular subscriptions (per 100 people)	0	0.2	62.6	53.1
Individuals using the Internet (% of population)	0	0.1	7	18.2
High-technology exports (% of manufactured exports)	..	..	..	..
Overall level of statistical capacity (scale 0 - 100)	..	..	70	64
Global links				
Merchandise trade (% of GDP)	31	50	53	49
Net barter terms of trade index (2000 = 100)	..	100	121	100
External debt stocks, total (DOD, current US\$) (millions)	1,769	2,531	6,525	11,645
Total debt service (% of exports of goods, services and primary income)	8.6	8	13.1	10.9
Net migration (thousands)	-45	-175	-118	..
Personal remittances, received (current US\$) (millions)	11	1	42	93
Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$) (millions)	6	34	279	1,079
Net official development assistance received (current US\$) (millions)	149.1	280.9	413.4	471.1

Source: World Development Indicators database

Figures in blue refer to periods other than those specified.

Preliminary Project Concept Note (PCN): Lao PDR Partnerships for Irrigation and Smallholders Commercial Agriculture (PISCA) – Summary Note to inform OSC

Project ID 22000001892

1. Context

A. National context and rationale for IFAD engagement

1. The national socio-economic context is presented in the COSOP 2018 – 2024. The present PCN focus on a short description of the irrigation relevant context
2. Overview of the Irrigation Sector. The Government invested in irrigation infrastructures during the mid 90's and early 2000's, in particular in pump irrigation for paddy production in the main Mekong plains. As a result, irrigated areas covered about 420,000 ha in 2015, which falls short of the ambitious target of 800,000 ha for the Five Year plan 2011-2015. The public investments had almost immediate impact on increased paddy rice production. The government objective to reach national self-sufficiency in rice was attained by 2000. The dry season, irrigated paddy production contributes about 13 percent to the total national production.
3. The Irrigation Law, consequent decrees and regulations foresee that irrigation infrastructures ownership and management are transferred from the State to registered Water Users Association (WUA) in a systematic Irrigation Management Transfer process. In fact, the majority of farmers founded informal Water User Groups only, most of which lack management and financial capacity to operate and maintain infrastructures. Government provides public budget on to repair and upgrade infrastructures in order to maintain paddy production capacity and reach production objectives. Still, consultations found that both public services in provinces and district level and WUGs lack capacity and support. During the last years, development partners (AfD, AsDB, WB, JICA and others) have supported the rehabilitation of irrigation schemes and related policies. Interventions combined infrastructure rehabilitation and improved irrigation management.
4. Rationale for IFAD investments. In spite of the good intention and actual budget support by Government, the Irrigation Management Transfer policy has not yet succeeded in establishing a sustainable and self-financing irrigated agricultural sector.
5. Dry season paddy production generates low returns to farm labour which discourages farmers to continue irrigated paddy production. Reportedly, farmers either rent out their land to foreign investor or abandon their fields during dry season. Cases are reported that foreign investors rent such lands for intensive crop cultivation which includes applying high doses of agro-chemicals. This practice risks that significant quantities of residues remain in water and soil harming future crop production and people's health.
6. The results of past investments in capacity building and infrastructure rehabilitation demonstrate that these investments alone do not suffice to develop viable irrigation schemes. These interventions are necessary but they can only bring expected benefits if they support a market driven approach to agricultural production. This is particularly true for the dry season crop. The potential for diversified commercial agricultural production and irrigators' community needs are to be the starting point
7. IFAD experiences in Lao PDR and in the Mekong region can bring significant added value in those areas that directly contribute to a sustainable irrigated agricultural model: (i) community-led development planning and implementation (ii) pro-poor

value chain development (iii) nutrition and food security (iv) climate adaptation linked with productive investments.

8. The “Partnerships for Irrigation and Smallholders Commercial Agriculture” (PISCA) is proposed for IFAD funding. It aims addressing the above mentioned development issues in irrigated agriculture in rural Lao PDR. PISCA would complement investments in irrigation by government and other development partners.

9. IFAD has been requested the Ministry of Agriculture and Forestry and the ASDB to cofinance the Northern Rural Infrastructure – Additional Financing 2 (NRI-AF2) in four provinces in the north. In addition, PISCA may also cofinance the ongoing ASDB funded Greater Mekong Sub-region East-West Economic Corridor Agriculture Infrastructure Sector Project (GMS-EWEC AISP), implemented in two provinces in the south. Other potential collaborations are being explored.

2. Project Description

B. Project objectives, geographic area of intervention and target groups

10. The Goal of PISCA is “to reduce poverty among among women and men in the programme areas”. PISCA’s Development Objective is to assist “households achieving resilient livelihoods”. The programme aims to address its objective through two outcomes/components: (i) irrigated smallholders’ agriculture becomes profitable (ii) rural households attain improved nutrition status.

11. These outcomes are complementary to the two outcomes of the NRI-AF2 project: (i) Irrigation and transport infrastructures are upgraded / modernized and climate proofed; (ii) Farmers effectively manage land and water resources in the irrigation scheme and adjacent catchment areas.

12. Target Groups. The target group consists of men and women smallholder farmers and youth, residing within the irrigated scheme and its catchment area. Rural youth will be a subset of the target group. They will be specifically targeted to engage in agriculture, off-farm activities such as post-harvest, trade and transport, as part of the value chain activities. PISCA promotes a strong linkage between lowland irrigation and upland farming within the same catchment area through agricultural support and value chain development. Ethnic groups that reside in the uplands adjacent to the irrigation area will be encouraged to engage in the agricultural, water and soil management activities, fish farming and non-farm opportunities.

C. Components/outcomes and activities

13. Component 1 - Irrigated smallholders’ agriculture becomes profitable. Farmers would experiences yield increases of at least 20 percent and the value of diversified farm produce would substantially increase. The outcome will be made possible through five outputs and related activities.

14. Five outputs would contribute to outcome 1: Output 1.1- District level staff and village authorities trained in terms of group formation, registration and governance. ; (1.2) Water User Groups (WUG) established. WUGs are established (or identified) in each irrigation scheme and trained for water infrastructure O&M and WUG management and administration; (1.3) Strategic Investment Plans (SIP) developed. At catchment area level, farming communities will be trained and assisted to develop Strategic Investment Plans as a first step towards developing commercial value chains. Priority will be on production practices that improve on-farm productivity,

climate change adaptation capacity and nutritional outcomes; (1.4) Farmer Group investments implemented. At village or Kumban level, based the SIP outcomes, farmers establish commodity-specific Farmer Groups (FG) to develop their agricultural production to commercial quality and volumes. These will be supported with technology and finance to implement their business plans. (1.5) Agribusiness investments. Agribusiness development will be stimulated through: (i) Multisector Platforms to facilitate linkages between the Farmer Groups and agribusinesses; (ii) Competitive agribusiness co-investment facility to leverage private financing in the value chains.

15. Component 2- Community-led Nutrition Interventions are expected to lead to reduced undernutrition rates. These would be achieved through the output 2 nutrition training and interventions and at family level and irrigation system and watershed level.

D. Theory of Change

16. The Theory of Change is that farmers groups and water users' groups/association would transform into economically viable entities. A market led agricultural production (rainfed in lowland uplands and from irrigation schemes) would generate enough revenue to cover operation costs and generate surplus to meet various social and economic needs of the target group. The basic assumption is that farmers currently do not produce along a market demand and hence, they cannot generate enough revenues from rice production as first and second crop alone. Diversification in crop production and non-farm productive activities are limited.

17. Investing in the capacities of public technical services, farmers technical knowledge and business skills would aim at transforming agriculture from a predominantly subsistence to a profit oriented sector. Local markets and linkages with private sector would be developed through strategic investment planning from community to provincial levels. Constraints along the value chain would be addressed through information and technical services to create high-quality better products, underpinned by transport and post-harvest facilities. Financial incentives would be applied strategically such as matching funds for farmer groups and co-investment grants to incentivize private sector. Climate-smart farming practices would be mainstreamed to address environmental threats from improper agricultural practices.

18. Undernutrition is widespread in rural areas, especially remotely living ethnic groups. Poor nutritional status would undermine the above intended development efforts moreover, value chains can be made nutrition sensitive to augment both nutritional status in women and children and cash revenues to farm investments. Both outcomes would gradually render households more resilient, to climate shocks, fluctuating revenues from market and the consequences of nutritional deficiencies. In the long-run, farming families would prosper and get out of poverty.

E. Costs and financing

19. The NRI-AF2 is estimated to cost US\$ 67 million. IFAD would allocate about US\$ 11 million from its current PBA 2019-2021 i.e. US\$ 21 million. IFAD would allocate the remaining US\$ 10 million to the ASDB funded GMS-EWEC AISP. The total project cost of the latter is US\$ 60 million.

20. For the NRI-AF2, IFAD funding for PISCA would be for six years (to be confirmed in the detailed design) The ASDB has estimated its contribution the NRI-AF2 at USD 34.7 million. The Green Climate Fund would finance USD 20 million with contributions

from GiZ and FAO as implementing partners. The Government of Lao PDR (GoL) would finance primarily for staff salaries and taxes and duties.

21. The European Union intends to cofinance a nutrition support program with Euro 4.5 million, to be attached to the NRI-AF2. The GIZ/FAO propose to cofinance catchment management in three of the four NRI-AF2 provinces. This will be funded parallel cofinancing for a yet to be defined amount solicited from the Green Climate Fund.

F. Timing

22. PISCA would be presented for approval by the Executive Board in September 2019, following the endorsement by the OSC in January/February 2019.

PI SCA

CONCEPT NOTE - Lao People's Democratic Republic Partnerships for Irrigation and Smallholders Commercial Agriculture (PI SCA)

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Base line	YR	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal: To reduce poverty among women and men in Rural Lao PDR	Indicator 1: xx HH out of poverty by increasing per capita income above poverty line threshold by Project-end								
Development Objective: Households achieve resilient livelihoods	Indicator 2: Increased farmers' Income by at least 20% by the end of the project					Project M&E	Yearly	Province and District agency level	A: Rural labour availability allows to crop the command areas at full potential; A: Mechanization and productivity increase compensate for potential lack of labour A: productivity gains materialize quickly after investment
	Indicator 3: Resilient agriculture through sustainable natural resources management (including water, agriculture soils and forest land)					Project M&E	Yearly	Province and District agency level	A: Local Institutions (village and groups committees) become able to manage infrastructures and natural resources within the first two years of the project
Outcome 1: Irrigated smallholders' agriculture becomes profitable	Indicator 4: xx Farmers reporting yield increases of (> 20% above baseline) by project completion					Project M&E	Yearly	Province and District agency level	R: Policy targets in terms of rice sufficiency limits profitability; A: Project investments directly benefit smallholders;
	Indicator 5: Gross total value of marketed commodities per year					Project M&E	Yearly	Province and District agency level	A: WUG members comply with agreed by-laws including payment of Irrigation Service Fee
Outputs: 1.1 District level staff and village authorities trained	Indicator 6: # District staff and village authorities effectively support and oversee groups management and administration					Project M&E	Yearly	Province and District agency level	A: Local institutions promote good governance and wide participation R: Elite capture,
1.2 WUG committee trained	Indicator 7: # WUG committees define their rules and by-laws, implement sound Operation and Maintenance plan and manage group administration					Project M&E	Yearly	Province and District agency level	A: groups committee mobilize their members and ensure compliance to rules, by-laws and payment of Irrigation Service Fees (ISF)

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Base line	YR	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
1.3 Strategic Investment Plans prepared(SIP)	<ul style="list-style-type: none"> Indicator 8: # Strategic Investment plans show return on investment above 8% 					Project M&E	Yearly	Province and District level agency	<p>A: Communities express and are able to identify and analyse their development priorities</p> <p>R: Limited capacity to draft acceptable quality Strategic Investment Plans</p>
1.4 Farmer Group investments planned and implemented	<ul style="list-style-type: none"> Indicator 9: # FG Investment Proposals implemented and show return to land and labour increase by 20%. Indicator 10: # Groups and farmers receive agricultural extension service from diversified providers (private, public, F2F). 					Project M&E	Yearly	Province and District level agency	<p>A: Farmer groups use grant facility for productive investments</p> <p>R: Extension grants are mismanaged</p> <p>A: Non-public extension services providers are interested in participating in the project</p> <p>R: Lack of support from public agencies for alternative extension services models</p>
1.5 Agribusinesses invest in value chains and partner with farmer groups	<ul style="list-style-type: none"> Indicator 11: # agribusinesses cofinanced sustainable and profitable investments in the value chains, benefiting # smallholder households 					Project M&E	Yearly	Province and District level agency	<p>A: Formal private sector is interested in commercial partnerships with Farmers Groups</p> <p>R: Private stakeholders lack technical capacity and capital to contribute in the co-investment mechanism</p>
Outcome 2: Rural households have improved nutrition	<ul style="list-style-type: none"> Indicator 12: Minimum Dietary Diversity Score for women (women consume at least five out of the defined 10 defined food groups daily) as proxy indicator for household diet quality 					Project M&E	Yearly	Province and District level agency	<p>A: Commitment from agencies involved in the national convergence approach to nutrition</p>
Output 2 Nutrition related activities are implemented in line with the national convergence approach	<ul style="list-style-type: none"> Indicator 13: Completed nutrition training and at family level and irrigation system / watershed level 					Project M&E	Yearly	Province and District level agency	<p>A: Measures proposed fit the customs of target group</p>

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Natural resource management	All the rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups that rely on traditional subsistence farming techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Increasing clearing of forest and land for commercial development • Unsustainable exploitation of traditional farming systems • Unprotected biodiversity • Need for a stronger control / management of the imported chemical substances (insecticides, herbicides or others) 	<ul style="list-style-type: none"> • Climate resilient and sustainable farming system • Fair access to and sustainable use of NTFP • Institutionalisation of participatory land use planning processes • Rainwater harvesting • NRM-driven processes and techniques • Promotion of GAP with emphasis on clean and green agriculture
Sustainable agricultural practices	All the rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups living in resettled lowland and upland areas	<ul style="list-style-type: none"> • Monoculture of rice • Sporadic production of food crops and livestock • Lack of specialization and diversification • Excessive use of natural resources related to production • Dry season with no or little production 	<ul style="list-style-type: none"> • Integrated farming system • Linking agriculture to natural resource management • Diversified on-farm and off-farm IGAs • Capacity building on IG knowledge and skills • Enforcement of agriculture and environmental laws and regulations
Food security	All the rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups that experience frequent hunger seasons	<ul style="list-style-type: none"> • HH-level food insufficiency in certain months • Poor nutrition structure and sensitivity • Widespread undernutrition of children under five and above • Limited food processing • Losses in post-harvest management 	<ul style="list-style-type: none"> • Partnership with agencies directly assisting food sufficiency and basic asset building • Diversified agricultural production • Fair access to and sustainable use of NTFP • Enhance post-harvest management
Farmers' organization	All the rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups that rely on	<ul style="list-style-type: none"> • Low gate-price at the low end of the value chain • Passive process and poor power of 	<ul style="list-style-type: none"> • Promoting farmers' associations and cooperatives leading to organized farming and marketing • Build service capacities in contract farming and

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
	traditional subsistence farming techniques	<ul style="list-style-type: none"> bargaining • Smallholder production with non-standardized quality and packaging • Limited access to market information • Lack of negotiation skills and understanding on contract farming • Farmers are scattered creating difficulties in group formation • Reluctant to adapt new production technique 	<ul style="list-style-type: none"> cooperative marketing among farmers' associations • Including the economically active poor in farmers' associations • Link farmers' associations to production sector specialization • Provide training to farmers on financial education/management
Extension support	<p>All the rural households, particularly those who intend to produce beyond the subsistence level</p> <p>Extension workers, especially those who intervene at district and village levels</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Homogeneous service support • Administrative service • Intermittent support mechanism at village level • Professionals and technicians lack of up-to-date training on skills and knowledge • Poor service mobility vs. wide and remote area of coverage • Lack of incentive system for consistent support at village level • Lack of understanding on production technique of emerging crops that private sector introduced recently. 	<ul style="list-style-type: none"> • Enhancing the Technical Service Centre for extension service • Piloting effective extension support model at grassroots level • Replicate and scale up success stories • Technical training for extension staffs in skill and knowledge specialization and diversification • Piloting incentive system for village-level support • Integrate project support into the extension institutional network
Enabling environment for improvement livelihoods	All the rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups that experience frequent hunger seasons	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of social infrastructure and services • Difficult access to health and medical care • Very basic sanitation and hygiene conditions • High illiteracy rate 	<ul style="list-style-type: none"> • Access to road • Access to improved social infrastructure- sanitation and domestic water supply • Better access to land • Access to credit/finance • Irrigation systems

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
			<ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="1373 244 1966 274">• Introduce alternatives for income generation<li data-bbox="1373 288 2011 379">• Partnership with agencies investing in improving conditions of health, education, sanitation and hygiene

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Enablers				
Ministry for Planning and Investment	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to plan and monitor national socio-economic development plan. • Responsible for planning and monitoring of public investment program and NGPES. • Manage foreign aid coordination, portfolio management and monitoring and evaluation of foreign assistance programmes and projects. • Some capacity to interact and coordinate with the donor community, central ministries and provinces. 	<ul style="list-style-type: none"> • Public Investment Programme dependent on external financial and technical assistance, resulting in donor-driven approaches and initiatives. • Inexperience in selecting/screening agribusiness. • Lack of experience for field operational management of development projects. • Only represented down to district level. • Limited capacity for adequate backstopping of rural development projects. • Heavy workload and limited number of staff. 	<ul style="list-style-type: none"> • All IFAD projects are part of the national and provincial public investment programme. • Highly supportive of IFAD's strategy in Lao PDR. • Well aware of the country development needs and priorities. • Participated in rural poverty reduction programmes. • Experience and familiarity with IFAD-financed projects and procedures. • Willing and able to coordinate with provincial authorities and central agencies on policy and major operational issues. 	<ul style="list-style-type: none"> • MPI is the lead agency for IFAD country programme in Lao PDR
Ministry of Finance	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate of administration of financial assistance, including loans from international financial institutions. • Mandate to manage government counterpart funds for externally financed projects. • Familiar with IFAD-financed 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of decentralized procedures for financing and financial management. • Limited number of experienced staff in managing loan disbursements. • Only represented down to 	<ul style="list-style-type: none"> • Highly supportive of IFAD's strategy in the country. • Willing to provide training to the finance staff in the provinces. • Willing to supervise the financial performance of externally financed projects. 	<ul style="list-style-type: none"> • In charge of the financial management for international development funding • International debt responsibility on behalf of the

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Ministry of Agriculture and Forestry	<p>projects and procedures.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Originally mandated to guide and support the development of the agriculture and forestry sector (including crops, livestock, aquaculture, irrigation, agro-forestry and non-timber forest products. • Mandate has been expanded to cover rural development, cooperatives and agro-processing. • Experienced in supporting development of lowland agriculture with a strong focus on irrigated rice. • Well-staffed network nation-wide. • Staff with capacity to use GIS planning tools. 	<p>district level.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Few technical staff available to respond to the needs of the provincial and district offices. • Few staff capable of responding to the complexity of agriculture and farming systems. • No sustainable options offered in exchange of shifting cultivation • Limited experience in promoting agribusinesses • Limited demonstrated capacity in agro-forestry • Shortage of operational irrigation network • Land zoning yet to be completed at set target 	<ul style="list-style-type: none"> • Involved in implementing donor-financed agricultural and rural development projects. • Undergoing organizational restructuring for service efficiency • Potential of scale up for efficient extension support model 	<p>government</p> <ul style="list-style-type: none"> • Different technical departments and research institutes under MAF
Ministry of Industry and Commerce	<ul style="list-style-type: none"> • Responsible for governing and developing industrial activity and commercial activity. • Mandate to regulate and promote manufacturing, trade, import and export activity • Mandate to coordinate all SMEs 	<ul style="list-style-type: none"> • Minimum experience of agribusiness management • Inexperience in value added through processing agriculture product • Lack of logistic facility at border check point (cooling storage) • Limited experience in trade negotiation to remove trade barriers • Lack of internal trade support capacity and policy 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibility of integrating project to promote and strengthen capacity of SME under the Trade Development Facility (TDF) • Potential to facilitate market access and food availability • Negotiate with neighbouring countries to remove trade barriers under WTO and ASEAN 	

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
		consistency		
Ministry of Health	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to ensure the full health service coverage, justice and equity to increase the quality of life of all Lao ethnic groups • Responsible for secretariat on National food and nutrition security 	<ul style="list-style-type: none"> • Low accessibility to Health Care Service • Inadequate quality of care • Low utilization of clean water and sanitation. • Insufficient financing in health sector. • Limited staff at the Kumban and village level 	<ul style="list-style-type: none"> • Up-scale convergence approach to address emerging issues • Potential to facilitate health information and nutrition education • Promotion of food safety throughout agriculture production process 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministry of Health has experience in behaviour change in WASH sector
Ministry of Communications, Transport, Posts and Construction	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to plan and manage road construction and operation and operation and maintenance (O&M) programmes. • Special division of roads to support rural road development. 	<ul style="list-style-type: none"> • Reduction of production areas (e.g. building roads on production areas) • Shortage of technical staff to support the provincial and district offices. • Focus on road maintenance required. 	<ul style="list-style-type: none"> • Road access in rural areas • A Road Maintenance Fund established with the assistance from WB and Sweden to provide guideline and funding for O&M of rural access roads. • Risk of corruption through numerous contracts with private or state-owned construction companies. • Can provide technical and engineering guidance for project-assistance infrastructures 	
Ministry of Natural Resource and Environment	<ul style="list-style-type: none"> • Responsible for two types of forests: protection and preservation forests • Responsible for land administration • Responsible to manage, monitor and assess the water resources 	<ul style="list-style-type: none"> • Recent established ministry with limited number of staffs • Potential overlap in mandate with other ministries (e.g. forestry, land issues) • Overloaded by emerging issues and fields of 	<ul style="list-style-type: none"> • Receive assistance from a number of multinational and bilateral support projects • Facilitate clean development and green city • Monitor of environmental impacts on water, soil, etc. 	Initiatives related to NRM and CC coping strategies

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<p>and environment</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordinate with international river basin • Forecasting and Early Warning system 	<p>intervention (e.g. CC)</p> <ul style="list-style-type: none"> • A number of policies and strategies yet to be formulated to guide operational initiatives. 		
Bank of the Lao	<ul style="list-style-type: none"> • Mandated as the Central Bank to manage monetary policy. • Mandate to implement banking and financial sector reforms. • Mandate to regulate and co-ordinate all policy and commercial lending within the country. • Responsible for banking supervision. • Develop strategy and regulation on rural finance • Successfully collaborating with GIZ to develop the village banking system. 	<ul style="list-style-type: none"> • Slow to adapt policies and regulations to the fast changing environment of rural finance. • Limited ability to regulate and co-ordinate policy and commercial lending. • Limited coverage in providing financial service in the rural areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Policy formulator for microcredit • Regulator for deposit-taking and non-deposit-taking MFIs • Familiar with IFAD-financed projects and experienced in on-lending loans from IFAD to commercial banks under ongoing projects. • Received technical support from IMF, WB, and ASDB, GIZ. • Donor interest in expanding village bank network working with BoL. 	<p>Policy advisory service in rural finance.</p> <p>Piloting innovative practices in rural microcredit.</p> <p>Facilitating microcredit operations at field level.</p>
Lao Women's Union	<ul style="list-style-type: none"> • A mass organization with a mandate specific to women. • Years of community mobilization experience. • Widespread presence down to village level. • Promotes the interests of women and poor households in all fields. • Notions of poverty reduction focus and strong social focus • Works at very local, decentralized 	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequate numbers of staff, equipment and operating funds for its mandated responsibilities. • No technical expertise for on and off-farm income generating activities and in the technical field of nutrition. • Limited operational resources. • Weakly trained staff at local 	<ul style="list-style-type: none"> • The presence of the Lao Women's Union network down to the village level is an opportunity for community development and gender mainstreaming. • Focus on poor households. • Coaching and informing poor households. • Local basic skill training in the villages. • Continuously seeking for 	<ul style="list-style-type: none"> • Basic training in the villages and coaching of the poorest towards the production and marketing models. • Strategic strengthening of gender issues.

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<p>level.</p> <ul style="list-style-type: none"> Dedicated staff. 	<p>level.</p>	<p>opportunities of forming women-led groups/ associations/cooperatives.</p>	
Farmers' associations and cooperatives	<ul style="list-style-type: none"> Emerging organizations of farmers Dynamic growth Often well organized value chain actors Financial capacity rather good Experience in processing, production Own network of trainers and know-how 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of strong governance Often dominated by a few members Not necessarily created purposely for the IFAD target group Very limited coverage Often not yet well structured and operating as cooperative per crop 	<ul style="list-style-type: none"> Potential to organize poorer rural people in associations Potential to strengthen these associations Strengthening capacity in business operations and management 	<ul style="list-style-type: none"> Increasingly important players in agriculture and rural development
Private enterprises	<ul style="list-style-type: none"> Dynamic growth in the country Profit and cost-efficiency driven Increasingly covering rural production, processing, marketing 	<ul style="list-style-type: none"> Investor profit driven Only active where market efficiency is high Not necessary created in good convergence with the IFAD target group Increase use of chemical substances Complicated taxes rate and procedures 	<ul style="list-style-type: none"> Value chain Organized production and marketing Rural micro and small entrepreneurship and rural self-employment 	<ul style="list-style-type: none"> Value chain promotion and market access Most of private enterprises/companies are FDI.

Key file 3: Complementary donor initiatives/partnership potential

Donor/ Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
World Bank	Health Governance and Nutrition Development Project <ul style="list-style-type: none"> • improved health management information system • Nutrition is expected to be improved through the development of a national behaviour change communications strategy 	13 of 17 provinces	USD 26.40 million committed. Closing in 2020.	<ul style="list-style-type: none"> • 40% of project resources allocated to nutrition and food security objectives. • Overlapping provinces with IFAD supervised and GAFSP-funded Strategic Support for Food Security and Nutrition Project
	Small and Medium Enterprise Access to Finance Project <ul style="list-style-type: none"> • Long-term funding sources for banks for onward long-term credit to small and medium enterprises • Risk Sharing Facility • Technical Assistance for SME development strategy 	Sector-wide	USD 20 million. Closing 2019.	<ul style="list-style-type: none"> • Lessons can be drawn from credit line facility for envisaged IFAD investment in Ag. Refinancing Facility.
	Poverty Reduction Fund-Phase III <ul style="list-style-type: none"> • Participatory village and kumban planning • Social and productive infrastructure • Livelihood and Nutrition 	Huaphanh, Sekong, Attapeu, Champasak, Saravan, Luangnamtha, Xienghuang, Luang Prabang, Oudumxai, Savanakhet	Phase started from 2017. Total project cost USD 21.3 million	<ul style="list-style-type: none"> • Includes responsive funding for local initiatives • Room for partnering on livelihoods and productive infrastructure in overlapping provinces

Donor/ Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
	Lao PDR Agriculture Commercialization Project (Concept) <ul style="list-style-type: none"> • Enhance the competitiveness and sustainability of Lao PDR 's agriculture sector 	Starting in the first phase with a cluster of 3-5 contiguous provinces	USD 35 million, planned to start in 2018	<ul style="list-style-type: none"> • COSOP investment would provide a rural finance and land use rights overlay to the WB investment.
ASDB	The Northern Rural Infrastructure Development Sector Project <ul style="list-style-type: none"> • Increased agricultural productivity • Irrigation systems and rural access roads together with associated initiatives to enhance agricultural productivity. 	Bokeo, Luang Namtha, Oudomxay and Phongsaly	A grant of USD 23 million approved in Nov. 2010. Expected project duration: 2011 – 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Agricultural infrastructures • Contract farming • Commercialization for rural smallholders • Integrated water resource management • Eco-environment protection • Support to indigenous people
	ASDB-IFAD parallel financed-Northern Smallholder Livestock Commercialization Project – Rural Financial Services Programme	Four provinces of Luang Prabang, Luang Namtha, Xienkuang and Huapanh	ASDB- USD 21 million IFAD- USD 10 million 2015-21	<ul style="list-style-type: none"> • Increased livestock sales from sustainable smallholder production • Strengthening producers' groups and • Improving access to rural financial services

Donor/ Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
	ASDB Greater Mekong Sub-region Biodiversity Corridor Initiative (BCI)	Project will maintain and consolidate forest ecosystem connectivity between Xe Xap NPA in Sekong with Dong Ampham NPA in Attapeu and Xepian and Dong Hua Sao NPAs in Champasak	USD 20 million grant to enable rewards from village-based forest protection and restoration. Phase 1 was implemented between 2006 and 2009 in 11 villages in Champasak. 2011 - 2018	Will identify viable pilot sites for reduced emissions from deforestation and forest degradation (REDD+) to leverage additional funding from REDD for forest protection and restoration. Will establish inventory sample plots, conduct biodiversity surveys and draft village forest management plans. Selected villages will get small-scale infrastructure support - \$100,000 per village, primarily for potable water schemes. Project activities include providing forest tenurial security (collective forest management certificates) to poor households and ethnic minority groups for collective management of forest resources; improved sources of NTFPs. Provincial agriculture and forestry office to implement; WREA oversight & monitoring role
	Climate-resilient rural infrastructure and watershed conservation project <ul style="list-style-type: none"> • Climate-resilient productive infrastructure • Improved watersheds • Increased market oriented sustainable agriculture productivity 		2017-	<ul style="list-style-type: none"> • Sustainable agricultural production • Sustainable use and conservation of natural resources • Improving productive rural infrastructure

Donor/ Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
	Climate-Friendly Agribusiness Value Chains Sector Project (Concept) Enhance the competitiveness and sustainability of Lao PDR's rice value chains	Khammouane, Saravan and Savannakhet	USD 38 million grant USD 30 million Green Climate Fund grant Planned to start in 2018	<ul style="list-style-type: none"> • COSOP investment would provide a rural finance and land use rights overlay to the ASDB investment.
SDC	<u>Enhancing Nutrition of Upland Farming Families</u> <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture and Food Security • Nutrition-Sensitive Agriculture • Agricultural production (incl. management of natural resources) 	Phongsally, Xieng Khouang, Sekong and Huanpanh	2016-2021 CHF 11,875,000	<ul style="list-style-type: none"> • Food production and diversity are improved at household level • Physical and economic access to nutritious food is improved • The policy, strategic and institutional framework is more conducive to address and prevent food and nutrition insecurity • Common project provinces
	Enhancing Nutrition of Upland Farming Families <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture and Food Security • Nutrition Sensitive Agriculture • Agricultural production (incl. management of natural resources) 	Houaphanh and Oudomxay	2015-2021 CHF 17,175,000	<ul style="list-style-type: none"> • Food production and diversity are improved at household level • Physical and economic access to nutritious food is improved • The policy, strategic and institutional framework is more conducive to address and prevent food and nutrition insecurity • Common project provinces
WFP	<ul style="list-style-type: none"> • Food for Work • Food for Training • Purchase for Progress (P4P) 		Ongoing country programme and Lao PDR as piloting country for P4P	<ul style="list-style-type: none"> • Food security and nutrition • Community infrastructures • Training • Agricultural market and support

Donor/ Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
	Strategic Support for Food Security and Nutrition Project (Supervising Entity)	Oudomxai, Phongsaly, Xieng Khouang and Houaphan	USD 6 million	<ul style="list-style-type: none"> IFAD is the Supervising entity for USD 24 million of the same project.
GiZ	Microfinance in rural areas – access to finance for the poor <ul style="list-style-type: none"> sustainable financial services provided by village banks 	Luang Namtha, Xayaboury, Attapeu, Champasak and Salavan	2014 to 2017	<ul style="list-style-type: none"> IFAD will partner with GiZ to replicate the NSO models, developed through the Access to Finance for the Poor project, to 4 provinces under the new Livestock Commercialization Project.
	Land management and decentralized planning <ul style="list-style-type: none"> policy advice on governance in the land sector strengthening the systematic registration of individual and communal plots of land, and encouraging the allocation of land titles 		2015 to 2017	Possible partnership with IFAD SSFSNP project for land use certifications for
Lux Development	Technical Assistance to the IFAD Soum Son Seun Jai Programme	2012-2016	€ 1,700,000	Technical assistance provided to implementation and knowledge management has been critical in capacity building of MAF staff and project management staff. IFAD will explore the extension of this partnership arrangement with LuxDev.
Agence Française de Développement (AFD)	Technical assistance to Agro-ecology sector (PROSA) <ul style="list-style-type: none"> Agriculture of conservation Partnership building Technical training 	Northern highland	€ 1 million, ongoing	<ul style="list-style-type: none"> Farmers' associations Value chain capacity building Land titling Marketing Provincial governance

Donor/ Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
	Northern Uplands Development Program <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture, marketing, value chain and environmental conservation • With financing from EC, SDC, BMZ (via GIZ), 	Luang Prabang, Ponsali, Huaphanh	€ 17.5 million 2010-2018	<ul style="list-style-type: none"> • Farmer's association • Value chain capacity building • Environmental management • Extension capacity building
UNDP /GEF	Mainstreaming Biodiversity in Lao PDR's Agricultural and Land Management Policies, Plans and Programmes	2011-2016	USD 2.265 million GEF grant USD 3 million cofinance from SDC/TABI Projected start date: March 2011	Will work closely with TABI Agro-biodiversity management to promote biodiversity, food security & quality of life. Will include farmers groups, farmer field schools, biodiversity-friendly farming including organic production, value chain research
UNDP/UNEP	Poverty Environment Initiative (PEI): Phase II		USD 4,349,851 2012-2016	Build the long-term capacity of the government to integrate environmental concerns in national development plans, investment management processes and poverty reduction strategies

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Levels and Causes	Coping Actions	Priority Issues	Potential Response
<p>Category A:</p> <p>The better-off or the least vulnerable (10% - 20%)</p> <p>Access to most of the critical resources and benefit from opportunities required for livelihood improvement; face few threats and risks and have assets to rely on when the primary means of livelihood is compromised.</p> <p>This group provide local leadership, particularly in relation to value chain-led development.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sufficient and skilful household labour; • Have good health; • Stable food security; • Sufficient physical assets; • Well connected in the local social network; • Farming with surplus; • Participation in value chains; • Off-farm activities, sufficient financial buffer, access to formal and non-formal credit; • Often have a family member seasonally migrating with relative good skills and fairly good income; • Adapt to climate change. 	<ul style="list-style-type: none"> • Make surplus in family needs with regular off-farm and on-farm incomes; • Return back from labour migration to invest in agriculture and local business; • Exploring more income generating activities (IGA's) through market linkage, sometimes still very local; • Access to credit for value-added IGAs; • Explore from forest and river-based products to supplement daily food intake; • Explore crops diversification for climate resilience. 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved access to markets and investment opportunities; • Access to improved community infrastructure and support services; • Fair treatment when participating in contract farming; • Secure agriculture land use tenure for stable income generation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Benefit from strengthened associations; • Benefit from improved market and community infrastructure; • Benefit from improved public and private support services; • Consolidated self-development skills and strengths.
<p>Category B:</p> <p>The average or the moderately vulnerable (30% - 40%)</p> <p>Access to basic resources and benefit from some opportunities required for livelihood improvement; experience economic, environmental, social or</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Healthy labour based at home; • Food security generally ensured; • Fairly sufficient farming income, limited access to inputs, average yields; • Basic household physical assets; • Some involvement in value chains but share no premiums; • Limited financial buffer, but access 	<ul style="list-style-type: none"> • Meet family needs with regular off-farm and on-farm incomes; • Can invest in improved livelihood sufficiency and in small-scale IGAs; • Utilize forest and river-based products to supplement daily food 	<ul style="list-style-type: none"> • Secure agriculture and community forestry land use title; • More diverse income opportunities; • Improved integration in value chains; • Increased productivity and quality of farm 	<ul style="list-style-type: none"> • Increased application of improved farming practices and techniques; • Income generating specialization and diversification; • Access to improved public and private extension support; • Inclusive farmers'

<p>cultural threats but have some means to cope</p> <p>The higher end of this category provides local leadership and are often participants of value chains</p> <p>The lower end of this category becomes part of the target group due to its vulnerability and sensitivity to external shocks.</p>	<p>to non-formal credit;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risk of falling into poverty if adverse events take place; • Often have a family member seasonally migrating with low skills and income. 	<p>intake;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Access to credit for productive leverage. 	<p>produce;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Better access to credit; • Improved financial/investment management skills; • Improved access to markets, community infrastructures and public and private support services. 	<p>associations;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sustainable NRM and adaptive farming model; • Inclusive PLUP; • Benefit from improved community infrastructures and facilities; • Share improved premiums from value chains; • Benefit from improved support services; • Enhanced self-development skills and strengths; • More attractive creditworthiness due to improved socio-economic status.
<p>Category C:</p> <p>The poor or the most vulnerable (40% - 50%)</p> <p>Insufficient access to basic resources and incapable of benefiting from opportunities required for livelihood improvement; experience rice shortage, may be landless, and household may be headed by a woman with no means of alternative livelihood; living at the very edge of subsistence in fragile environment.</p> <p>Primary target Group</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Insufficient or constrained labour; • Chronic food insufficiency and frequent second hunger season; • Low farm productivity, no access to external input; • Insufficient household physical assets of poor productivity; • Distant or isolated from the local social network; • No access to value chains/limited market access; • No or little financial buffer, often indebted; • Difficult or no access to credit; • No labour migration, or seasonal 	<ul style="list-style-type: none"> • Mainly farm for self-consumption; • High reliance on forest and river-based products to supplement daily food intake; • Reliance on traditional agriculture technique; • Depend on external assistance for survival. 	<ul style="list-style-type: none"> • Secure agriculture and community forestry land use title; • Secure food sufficiency and better nutrition balance; • Need income; • Increase productivity, diversification and quality of farm produce; • Information on market, training, trends, opportunities; • Access to credit; • Improved access to 	<ul style="list-style-type: none"> • Increased application of improved farming practices and techniques; • Market linkage; • Income generating opportunities of greater potential; • Alternative income generation options for poor households/farmers; • Access to improved extension support; • Inclusive farmers' associations • Sustainable NRM and

	<p>labour migration with very low skills and income;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Low self-development skills and capacities; • Often burdened by unhealthy or inactive labour; • High expenditure on medicine and food; • Poor nutrition structure. 		<p>markets;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Literacy; • Stable access to related support and services; • Better benefits from productive infrastructures; • Improved skills on preserving and processing food process. 	<p>adaptive farming model;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inclusive PLUP; • Productive infrastructures; • Diversified and specialized IGAs; • Acquire self-development skills and strengths.
--	--	--	---	--